

7^{ème} Assemblée plénière FIPA Rapport

Mexico, Mexique
17-19 novembre 2010





Table des matières

Remerciements.....	3
1. Introduction.....	4
2. Séance d'ouverture.....	4
3. Première session de l'Assemblée plénière.....	5
4. Dernière session de l'Assemblée plénière.....	8
5. Cérémonie de clôture.....	11
Annexes.....	12
Annexe 1—Liste des participants.....	12
Annexe 2—Programme de la Septième Assemblée plénière du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA), du 17 au 19 novembre 2010, Mexico, Mexique.....	14
Annexe 3—Rapport annuel du Président du FIPA, l'Honorable Luiz Carlos Hauly, membre de la Chambre de députés du Brésil.....	18
Annexe 4—Présentation des experts invités.....	21
Annexe 5—Rapports des Groupes de travail et Recommandations.....	25
Groupe de travail n° 1 : La préparation et la réponse aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence imputables à l'homme – Rapport final et Recommandations.....	25
Groupe de travail n° 2 : Sécurité régionale et criminalité transnationale – Rapport final et Recommandations.....	27
Groupe de travail n° 3 : Participation de la société civile dans le renforcement de la démocratie – Rapport final et Recommandations.....	31
Sixième réunion du Groupe de Femmes parlementaires des Amériques – Rapport Final et Recommendations.....	34
Annexe 6—Résolutions et déclarations de la Septième Assemblée plénière du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA).....	40
Résolution FIPA/PA7/2010/RES.1 : Vacance au Comité exécutif pour la sous-région de l'Amérique du Nord.....	40
Résolution FIPA/PA7/2010/RES.2 : Utilisation élargie de « FIPA-ParlAmericas ».....	40
Résolution FIPA/PA7/2010/RES.3 : Deux sièges pour le Paraguay au Comité exécutif.....	40
Déclaration FIPA/PA7/2010/DEC.1 : Condamnation de la violence en Équateur.....	40
Annexe 7— Membres du Comité exécutif du FIPA 2010–2011.....	42

Remerciements

Le secrétariat technique du FIPA tient à exprimer ses sincères remerciements au Sénat du Mexique, en particulier à la sénatrice Adriana González Carrillo, et au personnel du Bureau pour la Coordination des Affaires étrangères et des relations parlementaires du Sénat du Mexique pour leur collaboration dans l'organisation de la Septième Assemblée plénière du FIPA.

Nous tenons également à exprimer nos sincères remerciements aux conférenciers invités et aux secrétaires des groupes de travail pour leur contribution inestimable aux sessions de travail.



Ignacio González CPPAN Sénat du Mexique

Les délégués de la 7ème Assemblée plénière – Photo officielle

1. Introduction

À l'aimable invitation du Sénat du Mexique, la Septième Assemblée plénière du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA) a eu lieu entre le 17 et le 19 novembre 2010 dans la ville de Mexico.

Le thème global de la réunion a été les *Nouveaux défis pour les Amériques au 21^e siècle*. Cet événement d'une grande importance a rassemblé presque 40 parlementaires qui ont participé en tant que délégués officiels de 12 pays des Amériques, ainsi que le représentant d'un pays observateur permanent. (Voir Annexe 1 pour la liste des participants.)

2. Séance d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de la Septième Assemblée plénière a eu lieu le mercredi 17 novembre 2010 dans le Patio Central (cour centrale) du Sénat du Mexique.

La session a débuté par un discours de bienvenue prononcé par **l'honorable Manlio Fabio Beltrones, Président du Sénat du Mexique**. Le sénateur Beltrones a souligné l'importance de l'Assemblée, en signalant que ses initiatives et ses résultats contribueront à la consolidation des mécanismes créés par les parlements et par les gouvernements de la région pour renforcer la lutte contre la criminalité.

Ignacio González CPPAN Sénat du Mexique



Invités d'honneur – Cérémonie d'ouverture

La cérémonie s'est poursuivie avec l'intervention du sénateur **José González Morfin, Président du Conseil de coordination politique du Sénat du Mexique**. Le sénateur González a exprimé l'espoir que le travail du FIPA serve à renforcer des actions concertées qui véhiculent la volonté politique nécessaire pour que la bataille contre le crime organisé se traduise en actions et en stratégies concrètes qui mettront fin à « ce fléau qui affecte un si grand nombre de familles et de pays des Amériques ».

Cette dernière intervention a été suivie par celle de la **ministre mexicaine des Affaires étrangères, M^{me} Patricia Espinosa Cantellano**, qui a signalé que le plus grand défi régional était la nécessité urgente de consolider la démocratie afin de développer des pratiques régulières communes et des institutions ouvertes et transparentes pour assurer la participation et le soutien des citoyens dans la construction de sociétés prospères et justes.

La cérémonie s'est déroulée avec l'intervention du **député mexicain Amador Estrada Monroy, vice-président de la Chambre des députés du Mexique**, qui a souligné que les législateurs mexicains à la Chambre basse sont intéressés par l'harmonisation des politiques pour favoriser le commerce international et encourager la sécurité, deux facteurs qui jouent un rôle important dans différentes régions de l'hémisphère.

La sénatrice mexicaine Adriana González Carrillo, représentant du pays hôte de l'Assemblée plénière du Comité exécutif du FIPA, a ensuite été invité à parler. La sénatrice González a déclaré que l'Assemblée plénière représente l'occasion de consolider le processus de renforcement institutionnel dans les Amériques, car elle encourage les réformes nécessaires pour intensifier la primauté du droit, pour promouvoir le commerce équitable qui soutient le développement durable et pour atténuer les effets du changement climatique et des pandémies.

L'honorable Luiz Carlos Hauly, Président du FIPA et membre de la Chambre des députés brésilienne, s'est ensuite adressé à l'Assemblée. Le Président Hauly a remercié le Sénat mexicain pour sa générosité en tant

que pays hôte de l'événement. En parlant de l'intégration continentale, M. Hauly a souligné que le Parlement des Amériques a le potentiel de devenir une réalité. Il a signalé : « Nous représentons 35 pays avec un milliard de personnes dans la région qui ont le droit de rêver d'une intégration dans tous les sens du terme ».

3. Première session de la Assemblée plénière

3.1 Considérations concernant l'ordre du jour

Le président Luiz Carlos Hauly a ouvert la session par une présentation de l'ordre du jour préliminaire. L'ordre du jour a été unanimement adopté par l'Assemblée plénière. (Voir Annexe 2 pour l'ordre du jour de l'Assemblée plénière.)

3.2 Election du Président de la septième Assemblée plénière

Le Président Hauly a ensuite présidé l'élection du Président de la Septième Assemblée plénière. Le sénateur mexicain Adriana González Carrillo, représentant du pays hôte de l'Assemblée plénière et membre du Comité exécutif du FIPA, a été élu par acclamation.

3.3 Rapport annuel

Le président Hauly a été invité à présenter le rapport annuel du FIPA résumant les travaux du Comité exécutif et du Secrétariat technique pendant la période 2009-2010.

Le président Hauly a commencé son rapport en communiquant les résultats des principales activités du FIPA. Ces activités comprennent l'Atelier sur le commerce pour les parlementaires, *Le cycle Doha : Défis et opportunités pour la région*, qui a été organisé en collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et accueilli par le Sénat du Mexique en mai, et la réunion du Groupe des Femmes parlementaires des Amériques, *Femmes au pouvoir : les défis pour le 21^e siècle*, qui a été accueillie par l'Assemblée nationale de l'Équateur en août 2010 à Quito. M. Hauly a également signalé la participation d'une délégation du FIPA à la 40^e Assemblée générale de



l'Organisation des États américains (OEA) en juin 2010 à Lima, et il a mentionné que le Comité exécutif s'était réuni trois fois durant toute l'année, d'abord au Panama en janvier, puis à Asunción en juin et finalement dans la ville de Mexico un jour avant cette assemblée plénière.

Le président Haully a également communiqué la signature d'un accord de contribution entre l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre parlementaire canadien (CPC) et le FIPA pour un flux de travail visant à *Renforcer le rôle des parlements dans le domaine de la gouvernance démocratique et du développement durable dans les Amériques*. Il a également annoncé que le CPC et le FIPA ont signé un nouveau Protocole d'entente qui facilitera l'exécution des activités envisagées dans le cadre de l'accord de contribution et il a mentionné un exercice d'évaluation des besoins initiaux qui a eu lieu entre les pays membres, basé sur les activités de renforcement des capacités qui sont en train de se développer.

Le président Haully a abordé ensuite des questions administratives et a signalé notamment la révision et la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de communication pour le FIPA, qui porte sur la mise à jour et la modernisation du site Internet et le développement d'une nouvelle image et d'un nouveau logo pour l'organisation. M. Haully

a également informé sur les changements de personnel au sein du Secrétariat technique et sur les honoraires réguliers et les contributions spéciales reçus par des membres des parlements et par d'autres organisations au cours de la dernière année.

Le rapport a été approuvé par l'Assemblée plénière. (Voir Annexe 3 pour le texte intégral du Rapport annuel.)

3.4 Etablissement des groupes de travail

Comme recommandé par le Comité exécutif du FIPA, le Président de la Assemblée plénière a proposé l'établissement des groupes de travail suivants :

Groupe de travail 1 : Préparation et réponse aux catastrophes et aux situations d'urgence naturelles et provoquées par l'homme

Président : Victor Juliao III, Représentant de l'Amérique centrale au sein du Comité exécutif du FIPA, Membre de la Chambre des Députés du Panama.

Experts invités: Jeremy Collymore, Directeur exécutif de l'Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophes (CDEMA)

Ricardo Mena, Coordinateur régional, Programme des Nations Unies sur la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes (SIPC).

Groupe de travail 2 : Sécurité régionale et criminalité transnationale

Président : Carlos Roger Caballero Fioro, membre du Sénat du Paraguay

Experts invités : Gerardo Rodríguez Sanchez Lara, membre, Collectif pour l'analyse de la sécurité en démocratie, Mexico, Mexique.

Athanasios Hristoulas, professeur, Département des Affaires internationales, Institut technologique autonome de Mexico (ITAM), Mexico, Mexique.



Ignacio González GPPAN Sénat du Mexique

Le Président du FIPA, le député Luiz Carlos Haully (Brésil), à la cérémonie d'ouverture

Groupe de travail 3: Participation de la société civile au renforcement de la démocratie

Président : Randy Hoback, Représentant de l'Amérique du Nord au sein du Comité exécutif du FIPA, Membre du Parlement du Canada.

Experts invités: Philip Oxhorn, professeur et directeur fondateur de l'Institut pour l'étude du développement international (ISID), Université McGill, Montréal, Canada.

Koebel Price, Conseiller principal, Programme de participation citoyenne, Institut national démocratique (NDI), Washington DC, Etats-Unis.

La sénatrice González a également invité tous les parlementaires à prendre part à la deuxième session de travail de la **Réunion du Groupe des Femmes parlementaires des Amériques** qui se tiendra le matin du 18 novembre 2010 et qui sera présidée par la Présidente du Groupe, Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur. (Voir Annexe 4 pour les biographies des experts invités.)

3.5 Autres questions

Le président a informé les participants que des élections auraient lieu pour couvrir les postes suivants :

- Pays hôte de la Huitième Assemblée plénière et
- Un représentant pour chacun des quatre sous-régions : les Caraïbes, l'Amérique centrale, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud.

En outre, le Comité exécutif a proposé que, compte tenu de l'importance du leadership de l'Amérique du Nord dans la réalisation des objectifs du FIPA et au sein du Comité exécutif et en raison de l'absence des Etats-Unis d'Amérique dans les activités du FIPA, le Mexique soit désigné pour occuper le poste laissé vacant par les États-Unis d'Amérique au sein du Comité exécutif jusqu'à la 8^e Assemblée plénière. Cette proposition a été approuvée par l'Assemblée plénière.



Ignacio González GPPAN Sénat du Mexique

De gauche à droite: Expert Gloria Young (Panama) et Linda Machuca, Présidente du Groupe des Femmes parlementaires et membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur

Le Président a invité les délégués à lire les règles de procédure et à faire usage des formulaires de nomination disponibles dans leurs documents de plénière.

3.6 Présentation spéciale : Défis pour les Amériques—M. Roberto Newell, Directeur de l'Institut mexicain pour la compétitivité A.C.

Le Président a présenté M. Newell, qui a donné une excellente conférence sur les défis auxquels les Amériques doivent faire face dans le contexte de l'économie mondiale. L'orateur a parlé de l'impact de la crise économique mondiale en signalant qu'elle a réellement changé le monde et que les réalités politiques doivent forcément s'y adapter. M. Roberto Newell a souligné les importants changements qui ont eu lieu dans le niveau de vie des familles consommatrices aux États-Unis d'Amérique et il a rappelé les chiffres des statistiques associées à la crise économique mondiale. M. Newell a parlé des changements dans les habitudes de consommation qui en résultent aux États-Unis et ailleurs



et il a expliqué comment cela se répercute sur l'économie mondiale. L'orateur a conclu en faisant plusieurs recommandations pour les pays des Amériques, en se concentrant particulièrement sur la nécessité d'investir dans le capital humain afin de s'assurer que l'hémisphère conserve son importance et reste compétitif dans le contexte d'une économie mondiale changeante.

Suite à une discussion stimulante qui a compris diverses perspectives sur les Amériques, la Séance plénière a été ajournée.

4. Dernière session de la Assemblée plénière

La séance finale de la Septième Assemblée plénière a eu lieu le matin du vendredi 19 novembre 2010.

4.1 Rapports des groupes de travail et considérations concernant les recommandations

Le Président de l'Assemblée plénière, la sénatrice mexicaine Adriana González Carrillo, a invité les présidents des groupes de travail à présenter des résumés des délibérations tenues au sein de leurs groupes respectifs ainsi que les recommandations soumises à l'Assemblée plénière pour leur considération. (Voir Annexe 5 pour les rapports complets et les recommandations des groupes de travail.)

4.1.1 Préparation et réponse aux catastrophes et aux situations d'urgence naturelles et provoquées par l'homme

Victor Juliao III, membre de l'Assemblée nationale du Panama, et membre du Comité exécutif du FIPA représentant l'Amérique centrale, a pris la parole pour présenter le rapport et les recommandations du Groupe de travail sur la préparation et la réponse aux catastrophes et aux situations d'urgence naturelles et provoquées par l'homme. Huit parlementaires de six pays membres ont participé à ce groupe de travail.

L'orateur a souligné la participation des experts invités, Ricardo Mena, chef du Bureau régional pour l'Amérique



Ignacio González CPPAN Sénat du Mexique

Le sénateur José González Morfín (Mexique)

latine et les Caraïbes, programme des Nations Unies sur la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC), et Jeremy Collymore, Directeur exécutif de l'Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophes (CDEMA).

M. Juliao a ensuite présenté les recommandations du groupe de travail résultant de ses deux jours de discussion en les soumettant à la considération de l'Assemblée plénière. Pendant la discussion qui a suivi sur les recommandations, les délégués ont souligné que les parlementaires doivent veiller à ce que les responsables d'appliquer les politiques publiques aient des ressources suffisantes pour faire face aux catastrophes. Les recommandations ont été adoptées par l'Assemblée plénière sans aucun amendement.

4.1.2 Groupe de travail 2 : sécurité régionale et criminalité transnationale

Le Président a ensuite donné la parole au sénateur paraguayen, Carlos Roger Caballero Fioro, qui avait présidé les débats du Groupe de travail sur la Sécurité régionale et la criminalité transnationale. Treize parlementaires de neuf pays de l'hémisphère ont participé à ce groupe de travail.

Le sénateur Caballero a exposé les points clés des présentations des experts invités, Gerardo Rodríguez Sánchez Lara, du Collectif pour l'analyse de la sécurité en démocratie, et M. Athanasios Hristoulas, professeur du Département d'études internationales à l'Institut technologique autonome de Mexico (ITAM).

Les recommandations adoptées par le groupe de travail ont ensuite été soumises à la considération de l'Assemblée plénière. Pendant la discussion, les parlementaires ont souligné la nécessité d'établir des réseaux plus larges de coopération entre les Etats dans la lutte contre la criminalité transnationale. Les recommandations ont été adoptées sans aucun amendement.

4.1.3 Groupe de travail 3 : Participation de la société civile au renforcement de la démocratie

Randy Hoback, membre du Parlement du Canada et membre du Comité exécutif du FIPA qui représente la sous-région Amérique du Nord, a présenté les recommandations du Groupe de travail sur la participation de la société civile au renforcement de la démocratie. Quinze parlementaires de six pays ont participé à ce groupe de travail.

M. Hoback a mis en exergue le travail des deux experts invités, Philip Oxhorn, professeur et directeur fondateur de l'Institut pour l'étude du développement international (ISID selon le sigle en anglais) à l'Université McGill,

et Koebel Price, Conseiller principal du Programme de participation citoyenne à l'Institut démocratique national (NDI selon le sigle en anglais), à Washington DC.

Les recommandations du groupe de travail ont ensuite été soumises à la considération de l'Assemblée plénière. Les recommandations ont été adoptées par l'Assemblée plénière avec des changements de formulation mineurs.

4.1.4 Sixième réunion du Groupe des Femmes parlementaires des Amériques

La Présidente du Groupe des Femmes parlementaires, membre de l'Assemblée nationale équatorienne, Linda Machuca Moscoso, a pris la parole pour informer sur les activités du groupe tout au long de l'année. M^{me} Machuca a communiqué les résultats de la réunion *Les femmes au pouvoir : relever les défis du 21^e siècle* qui s'est tenue à Quito, Équateur, les 11 et 12 août 2010, à laquelle ont participé 45 femmes parlementaires provenant de 16 pays des Amériques.

Elle a ensuite rapporté les résultats de la Sixième réunion du Groupe des Femmes parlementaires, qui a eu lieu le 17 et le 18 novembre 2010 au matin avec la participation de 14 délégués du Canada, d'Haïti, de Trinité et Tobago, de la Dominique, du Chili, du Mexique, du Panama, du Paraguay et de l'Équateur. M^{me} Machuca a souligné la participation de Gloria Young, directrice du Centre d'études de genre et de compétences en genre, Panama,



Présentations lors de la Session finale de l'Assemblée plénière



en tant qu'experte invitée lors de la réunion. La présentation de M^{me} Young, sur laquelle les discussions du groupe se sont basées, était une analyse des progrès, des difficultés et des défis des femmes afro-caribéennes, afro-latino-américaines et indigènes impliquées dans la politique.

M^{me} Machuca a présenté les recommandations approuvées par le groupe de travail en signalant que cet ensemble de recommandations souscrit pleinement au contenu de la Déclaration de Quito émis par le Groupe des Femmes parlementaires en août 2010. Les recommandations ont été adoptées par l'Assemblée plénière avec un amendement mineur.

4.2 Considérations concernant les résolutions

Après examen des rapports des groupes de travail, l'Assemblée plénière a considéré les résolutions présentées par le Comité exécutif du FIPA et par les délégués. (Voir annexe 6 pour le texte intégral des résolutions.)

4.2.1 Résolution FIPA/PA7/2010/RES.1 : Poste vacant au sein du Comité exécutif pour la sous-région Amérique du Nord

L'Assemblée plénière avait déjà adopté une résolution le 17 novembre 2010 concernant la possibilité pour le Mexique de prendre la place vacante au sein du Comité exécutif en raison de l'absence des États-Unis d'Amérique.

4.2.2 Résolution FIPA/PA7/2010/RES.2 : Extension de l'utilisation du terme « FIPA-ParlAmericas »

Le Président du FIPA Luiz Carlos Haully a présenté une résolution du Comité exécutif du FIPA visant à promouvoir l'intégration et la participation parlementaire au système interaméricain et à contribuer à un dialogue interparlementaire sur des questions de l'agenda de l'hémisphère continental, ainsi qu'à accroître la visibilité et l'importance du FIPA. Cette résolution propose que, lorsque cela est possible, le FIPA commence à être connu sous le nom de « FIPA-ParlAmericas ».

La résolution a été adoptée à l'unanimité.

4.2.3 Résolution FIPA/PA7/2010/RES.3 : Le Paraguay détient deux sièges au Comité exécutif

Le Président a présenté un projet de résolution autorisant le Comité exécutif à conclure un accord avec le Paraguay

pour que ce dernier cède son siège de représentant de la sous-région Amérique du Sud au sein du Comité exécutif au Chili, qui resterait en fonction jusqu'à la Huitième Assemblée plénière. La raison de cette résolution a été la double représentation du Paraguay au Comité exécutif en tant que pays hôte de la Huitième séance plénière et représentant de la sous-région Amérique du Sud.

La résolution a été adoptée. Le Chili s'est abstenu de voter.

4.2.4 Déclaration FIPA/PA7/2010/DEC.1 « Condamner la violence en Équateur »

Une résolution a été ensuite présentée par l'Équateur pour rejeter et condamner la violence qui a eu lieu le 30 septembre 2010 et qui a menacé l'ordre constitutionnel et les institutions gouvernementales démocratiques du pays. La résolution faisait référence à une déclaration antérieure faite par le président Haully, qui condamnait énergiquement ces actes et appelait tous les membres du FIPA à soutenir l'Assemblée nationale de l'Équateur. La résolution encourage le développement du dialogue régional afin « de promouvoir conjointement le maintien de la démocratie et de la paix dans tous les pays ».

La résolution a été adoptée à l'unanimité.



La sénatrice Adriana González Carrillo (Mexique)

Ignacio González CPPAN Sénat du Mexique



Ignacio González CPPAN Sénat du Mexique

23^e réunion du Comité exécutif

4.3 Élection des membres du Comité exécutif du FIPA

4.3.1 Pays hôte de la prochaine Assemblée plénière

L'Assemblée plénière a accepté à l'unanimité l'offre du Congrès du Paraguay d'accueillir la Huitième Assemblée plénière du FIPA en 2011, l'année du bicentenaire du pays. L'Assemblée a également reçu une proposition du Panama pour accueillir la Neuvième Assemblée plénière en 2012.

4.3.2 Représentants sous régionaux

Le Président a ensuite invité les délégués à élire le pays qui représentera leurs sous régions respectives au sein du Comité exécutif pour la période de 2010 -2011. Les pays suivants ont été élus :

- Pour la sous-région Amérique du Nord : le Canada
- Pour la sous-région des Caraïbes : Haïti
- Pour la sous-région Amérique centrale : aucun pays n'a été élu, le poste reste vacant
- Pour la sous-région Amérique du Sud : la Colombie.

(Voir l'Annexe 7 pour la liste des membres du Comité exécutif 2010 -2011.)

4.4 Autres activités

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour la Réduction des risques de catastrophes, Margareta

Wahlström, a participé à la dernière session de l'Assemblée plénière et a offert quelques suggestions concernant les recommandations du Groupe de travail 1 sur la gestion des catastrophes et des situations d'urgence. En outre, elle a souligné l'importance des femmes pendant ces situations et a salué les efforts du Groupe des Femmes parlementaires sur cette question. Margareta Wahlström a également mis en exergue certaines initiatives parlementaires récentes mises en œuvre dans les pays de la région.

5. Cérémonie de clôture

Le Président Haully a remercié le pays hôte de l'accueil chaleureux et de l'hospitalité des organisateurs de l'Assemblée et a félicité le Mexique pour le bicentenaire de son indépendance. Il a aussi félicité la sénatrice Adriana González Carrillo pour les efforts déployés en tant que Présidente de l'événement, il a souligné la participation active de tous les parlementaires et a exprimé sa satisfaction des résultats obtenus au moyen des résolutions adoptées.

Le président a félicité les nouveaux membres du Comité exécutif et a remercié l'équipe organisatrice de l'événement pour la qualité des services fournis ; ensuite la clôture de la réunion a été annoncée.



Annexes

Annexe 1—Liste des participants

DÉLÉGUÉS

Président du FIPA (Brésil)

Luiz Carlos Haully, Membre de la Chambre des députés

Argentine

Julio Cobos, Sénateur

Brésil

José Nery Azevedo, Sénateur

Francisco de Assis Moraes Souza, Sénateur

Colbert Martins, Membre de la Chambre des députés

Mauricio Rands, Membre de la Chambre des députés

Canada

Terrance Stratton, Sénateur

Nicole Demers, Membre du Parlement

Earl Dreeshen, Membre du Parlement

Randy Hoback, Membre du Parlement

Peter Julian, Membre du Parlement

Lawrence MacAulay, Membre du Parlement

Bev Shipley, Membre du Parlement

Chili

Germán Becker Alvear, Membre de la Chambre des députés

Mario Bertolino Rendic, Membre de la Chambre des députés

Nino Baltolú, Membre de la Chambre des députés

Ricardo Rincón González, Membre de la Chambre des députés

Cristina Girardi Lavín, Membre de la Chambre des députés

María Angélica Cristi Marfil, Membre de la Chambre des députés

Colombie

Germán Blanco Alvarez, Membre de la Chambre des représentants

Dominique

Gloria Shillingford, Membre du Parlement

Équateur

Rocío Valarezo, Membre de l'Assemblée nationale

Linda Machuca Moscoso, Membre de l'Assemblée nationale

Gastón Alberto Gagliardo Loor, Membre de l'Assemblée nationale

Lídice Larrea, Membre de l'Assemblée nationale

Haïti

Edmonde S. Beuzile, Sénatrice

Jean Baptiste Jean Willy, Sénateur

Mexique

Adriana González Carrillo, Sénatrice

Ricardo García Cervantes, Sénateur

María Serrano Serrano, Sénatrice

Jesús Ramírez Rangel, Membre de la Chambre des députés

Eduardo Bailey Elizondo, Membre de la Chambre des députés

Panama

Dana Castañeda, Membre de l'Assemblée nationale

Víctor Julio III, Membre de l'Assemblée nationale

Paraguay

Carlos Roger Caballero Fioro, Sénateur

María Digna Roa, Sénatrice

Trinité et Tobago

M. Fuad Khan, Membre du Parlement

OBSERVATEURS PERMANENTS

République populaire de Chine

Yao Fei, Membre de l'Ambassade de la République populaire de Chine

INVITÉS ET EXPERTS

Institut Mexicain pour la compétitivité

M. Roberto Newell, Directeur

Programme des Nations Unies sur la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes (SIPC)

Ricardo Mena, chef du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Margareta Wahlström, Secrétaire générale adjointe pour la Réduction des risques de catastrophes des Nations Unies

Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophes (CDEMA)

Jeremy Collymore, Directeur exécutif

Collectif pour l'analyse de la sécurité en démocratie (CASEDE)

Gerardo Rodríguez Sánchez Lara, Membre

Institut technologique autonome du Mexique (ITAM)

M. Athanasios Hristoulas, Professeur d'études internationales

Institut pour l'étude du développement international (ISID), Université McGill

M. Philip Oxhorn, Professeur et Directeur fondateur

Institut démocratique national (NDI)

Koebel Price, Conseiller principal

Centre d'études de genre et compétences en genre

Gloria Young, Directrice

PERSONNEL AUXILIAIRE

Parlement du Canada

Leif-Erik Aune, Secrétaire de Délégation

Aïcha Coulibaly, Analyste de la bibliothèque du Parlement

Sénat du Mexique

Pablo Serrano Vallejo, Directeur général des affaires Internationales

Cecilia Toledo Escobar, Assistante de la sénatrice Adriana González Carrillo

Christian Allan Bravo Rosales, Assistant de la sénatrice Adriana González Carrillo

Sénat du Paraguay

Stella Frutos, Directrice de la Commission de relations extérieures du Sénat

SECRETARIAT TECHNIQUE DU FIPA

Gina Hill, Secrétaire exécutive

Viviane Rossini, Assistante administrative

Elena Sosa Lerín, Responsable du Programme de communications



Annexe 2— Programme de la Septième Assemblée plénière du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA), du 17 au 19 novembre 2010, Mexico, Mexique

SEPTIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU FORUM INTERPARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES (FIPA) Du 17 au 19 Novembre, Mexico, Mexique PROGRAMME

(Tel qu'il a été adopté par l'Assemblée plénière)

Mardi 16 novembre 2010

Arrivée des participants

Transfert de l'aéroport international Benito Juárez de Mexico à l'hôtel officiel pour l'événement:
Hôtel Marriott Reforma

15h00 – 21h00 Enregistrement et distribution de documents
Hall de l'Hôtel Marriott Reforma

16h00 – 18h00 Réunion des membres du Comité exécutif du FIPA
Salon María Félix, Hôtel Marriott Reforma

Mercredi 17 novembre 2010

07h30 – 10h00 Enregistrement (suite) et petit déjeuner au Restaurant Condimento, Hôtel Marriott Reforma

08h30 – 10h00 **RÉUNION DE TRAVAIL DU GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES –
Séance 1**

Salon Diego Rivera 1, Hôtel Marriott Reforma

Conférencière : M^{me} Gloria Young, Directrice, Centre d'études de genre et de compétences en genre, Panama

Séance ouverte à tous les délégués

10h00 – 10h45 **Transfert au Patio central du siège du Sénat du Mexique** (Point de rencontre : hall de l'hôtel)

10h45 – 11h15 **Photo officielle de l'événement**

11h45 – 12h15 **CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE**

Patio Central du Sénat du Mexique

Discours de bienvenue

Sénatrice Adriana González Carrillo

Représentante du Mexique auprès du Comité exécutif du FIPA

Député Luiz Carlos Hauly

Membre de la Chambre des députés du Brésil et Président du FIPA

Ministre Patricia Espinosa Cantellano

Ministre des Affaires étrangères du Mexique

Député Jorge Carlos Ramírez Marín

Président de la Chambre des députés du Mexique

Sénateur Manlio Fabio Beltrones Rivera

Président du Sénat du Mexique

Sénateur José González Morfín

Président du Conseil de coordination politique

12h15 – 12h30 Transfert à l’Hôtel Marriot Reforma

12h45 – 13h30 **PREMIÈRE SÉANCE DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE**

Salon Diego Rivera 1, Hôtel Marriott Reforma

- Approbation du Programme préliminaire
- Élection du président de la septième Assemblée plénière
- Rapport annuel du président du FIPA
- Présentation des projets de résolution/recommandations formulés par le Comité exécutif
- Établissement des groupes de travail

13h30 – 14h00 Allocution du conférencier invité. Sujet: “Défis à relever par l’Amérique”
Dr. Roberto Newell, Directeur de l’Institut mexicain pour la compétitivité

14h00 – 15h30 Déjeuner
Restaurant La Mansión, Hôtel Marriott Reforma

15h45 – 18h45 **SÉANCES DES GROUPES DE TRAVAIL**

Présentations des experts et ouverture des délibérations

Groupe 1 – État de préparation et intervention par suite de catastrophes naturelles ou de situations d’urgence

Salon Diego Rivera 1

Jeremy Collymore, Directeur exécutif, Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophes (CDEMA)

Ricardo Mena, Chef du bureau régional des Amériques, Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies

Groupe 2 – Sécurité régionale et criminalité transnationale

Salon Diego Rivera 2

Gerardo Rodríguez Sánchez Lara, Membre, Collectif pour l’analyse de la sécurité en démocratie

Dr. Athanasios Hristoulas, Professeur d’études internationales, ITAM

Groupe 3 – Participation de la société civile au renforcement de la démocratie

Salon Rufino Tamayo

Dr. Philip Oxhorn, Professeur et directeur fondateur, Institut pour l’étude du développement international (ISID), Université McGill



Mr. Koebel Price, Conseiller principal, Programme de participation citoyenne, Institut démocratique national (NDI)

- 19h00 – 19h30 Transfert de l’Hôtel Marriott Reforma à l’Hacienda de los Morales
19h30 – 21h30 Dîner, Hacienda de los Morales, organisé par la Chambre des députés

Jeudi 18 novembre 2010

- 07h30 – 10h00 Petit déjeuner Restaurant Condimento, Hôtel Marriott Reforma
- 08h30 – 10h00 **RÉUNION DE TRAVAIL DU GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES –
Séance 2**
Salle Diego Rivera 1, Hôtel Marriott Reforma
Séance ouverte à tous les délégués
- 10h00 – 13h00 **SÉANCES DES GROUPES DE TRAVAIL**
Reprise des délibérations
Formulation des recommandations
- Groupe 1 – État de préparation et intervention par suite de catastrophes naturelles ou de situations d’urgence**
- Groupe 2 – Sécurité régionale et criminalité transnationale**
- Groupe 3 – Participation de la société civile au renforcement de la démocratie**
- 13h00 – 14h30 Déjeuner
Restaurant La Mansión, Hôtel Marriott Reforma
- 14h30 – 17h30 **SÉANCES DES GROUPES DE TRAVAIL**
Finalisation et approbation des recommandations pour présentation en séance plénière
- Groupe 1 – État de préparation et intervention par suite de catastrophes naturelles ou de situations d’urgence**
- Groupe 2 – Sécurité régionale et criminalité transnationale**
- Groupe 3 – Participation de la société civile au renforcement de la démocratie**
- 17h30 – 19h00 Temps libre
- 19h00 – 21h00 Dîner, Patio central, Institut Matias Romero, organisé par le Secrétariat des Affaires étrangères

Vendredi 19 novembre 2010

- 07h30 – 10h00 Petit déjeuner
Restaurant Condimento, Hôtel Marriott Reforma
- 10h15 – 13h15 **DEUXIÈME SÉANCE DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE**
Présentation et considération des recommandations formulées par les groupes de travail
- Considération d'autres projets de résolution/recommandation
 - Élection des membres du nouveau Comité exécutif
 - Sélection du pays hôte pour la prochaine Assemblée plénière
 - Cérémonie de clôture
- 13h15 – 14h45 Déjeuner
Restaurant La Mansión, Hôtel Marriott Reforma
- Réunion des membres du nouveau Comité exécutif du FIPA
Salon María Félix, Hôtel Marriott Reforma

Samedi 20 novembre 2010

Activités optionnelles pour les participants désirant rester à Mexico pour commémorer le centième anniversaire de la Révolution mexicaine.



Annexe 3—Rapport annuel du Président du FIPA, l'Honorable Luiz Carlos Hauly, membre de la Chambre de députés du Brésil

Original : Anglais – Portugais

Je suis très heureux de partager avec vous les succès du Forum Interparlementaire des Amériques pour la période 2009-2010. En tant que Président du FIPA, je suis spécialement heureux de voir les progrès que nous avons réalisés dans plusieurs domaines clés des objectifs que nous nous sommes fixés lors de la révision des réglementations du FIPA à l'occasion de la 6^e Assemblée plénière de l'année dernière.

Atelier de commerce de l'OMC – Le Cycle de Doha : défis et opportunités pour la région

En mai, le Sénat du Mexique a accueilli l'atelier « Le Cycle de Doha : défis et opportunités pour la région ». Le niveau des participants à cet atelier était élevé et il comprenait 37 représentants venant de 16 pays, parmi lesquels se trouvaient des intervenants/présidents de trois chambres législatives.

Groupe de Femmes parlementaires des Amériques

Le groupe de Femmes parlementaires des Amériques a tenu une réunion des plus positives en août de cette année. La rencontre, dénommée « Femme au pouvoir : défis du 21^e siècle » a été hébergée par l'Assemblée nationale d'Équateur. Des délégués venant de 16 pays différents des Amériques ont débattu sur les droits des femmes dans les domaines suivants :

- Exercer le pouvoir : l'expérience d'une femme politicienne
- Femmes, politique et diversité
- Les femmes en politique et les médias : une relation difficile?
- La Situation des droits des femmes dans l'hémisphère : un regard critique sur les législations nationales.

Programme interaméricain : Assemblée de l'OEA

Une délégation du FIPA a participé à la 40^e session régulière de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats Américaines (OEA) qui s'est tenue à Lima, Pérou, du 6 au 8 juin. Le programme de la délégation comprenait une réunion avec le Secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza. Nous continuons à chercher des opportunités pour augmenter la collaboration entre le FIPA et l'OEA.

Accord de contribution CIDA et Mémoire d'entente (MOU) avec le Centre parlementaire du Canada

Je suis particulièrement heureux de vous annoncer qu'en janvier de cette année, un accord de contribution a été signé entre l'ACDI (Agence canadienne de développement international), le FIPA et le Centre parlementaire du Canada, pour la mise en œuvre du projet intitulé « Renforcement du rôle des parlements dans la gouvernance démocratique et développement durable dans les Amériques ». Ce financement pluriannuel permet au Centre parlementaire d'offrir un soutien au FIPA dans différents domaines, y compris le développement de programmes de formation et l'élaboration de stratégies visant à devenir financièrement durable.

En parallèle avec le développement de ce projet, le FIPA a signé une Mémoire d'entente (MOU selon le sigle en anglais) avec le Centre parlementaire dont l'objectif est de définir les relations entre les deux organisations.

Ces deux accords permettront au FIPA de se focaliser sur les services et les produits qui sont les plus nécessaires et les plus demandés par les Parlementaires dans nos hémisphères, parmi lesquels se trouvent certaines activités mentionnées ici.

Au cours de l'année dernière nous avons également reçu un soutien financier continu de la Chambre des communes du Canada, et un financement pour les projets spécifiques des organisations suivantes :

- L'organisation mondiale du commerce
- Kinross Aurelian

Evaluation des besoins en renforcement des capacités

Dans le cadre du nouveau programme de renforcement des capacités mis en œuvre par le FIPA et le Centre parlementaire canadien, une évaluation des besoins a été conduite avec certains pays de notre hémisphère. Elle se base sur des entretiens réalisés avec des parlementaires, avec les membres des équipes de travail et d'autres parties prenantes en Équateur, au Guatemala, en Jamaïque, à Panama, à Sainte Lucie et à Washington, D.C, et sur les réponses à une enquête en ligne réalisée auprès des parlements de l'hémisphère.

En se basant sur les résultats obtenus, le Comité exécutif a accordé qu'une activité de suivi parlementaire, notamment en ce qui concerne le contrôle du processus budgétaire et la transparence des comptes publics, sera des plus utiles et que cette activité devra être préparée dans un futur proche.

Révision de la stratégie de communication

Le FIPA a conduit une révision de sa stratégie de communication et un plan d'action a été proposé. Parmi les défis actuels qu'affronte le Secrétariat technique figurent la gestion de l'information dans quatre langues, les difficultés technologiques et les contraintes de temps. Ces problèmes sont accrus par les changements rapides dans la technologie et leur impact sur les communications (par ex., réseaux sociaux, wikis, podcasts, Blackberries, iPhones).

La stratégie proposée pour l'année 2010 est centrée sur la mise à jour et la modernisation de notre site Internet, la mise en œuvre d'un Système de gestion de contenu (CMS selon le sigle en anglais) et le développement d'une nouvelle image pour notre site. Le Secrétariat technique est actuellement en train d'évaluer les différentes options, d'identifier la solution offrant la meilleure relation coût-efficacité pour le Système de gestion de contenus afin que le nouveau site Internet soit déployé et fonctionne début 2011.

D'autres questions qui requièrent aussi notre attention ont été identifiées, telles que la création d'une version électronique de notre bulletin pour compléter la version papier de *ParlAmericas*, en utilisant les outils de réseautage social pour renforcer le dialogue entre les membres du FIPA

et incorporer de nouvelles technologies de l'information telles que les kits de médias et les brochures informatives.

Par ailleurs, le Comité exécutif a lancé un concours pour la conception du nouveau logo de FIPA dans le cadre de la modernisation de l'image de notre organisation. Vous avez encore le temps de présenter votre création – avec le nom de FIPA dans nos quatre langues de travail !

Révision de la stratégie financière

Le FIPA a assuré un accord de contribution avec l'ACDI et un des résultats attendus de ce financement sera la soutenabilité financière du FIPA. Il en résulte que le FIPA réalisera une révision de sa stratégie financière dans une perspective de soutenabilité à long terme qui comprendra un nouvel examen de la structure actuelle de la cotisation des parlements membres du FIPA.

Je souhaite remercier les pays qui ont payé leur cotisation et vous encouragerais à vérifier que votre pays a payé sa cotisation pour la période 2009-2010, et à s'assurer qu'il paiera le plus vite possible celle de 2010-2011 car ces fonds sont essentiels pour le travail du FIPA et pour le soutien que nous recevons du Secrétariat technique.

Réunions du Comité exécutif avant la Plénière

Ces réunions ont eu lieu à Panama City, Panama, en janvier 2011, et à Asunción, Paraguay, en juin de cette année ; nous nous sommes aussi réunis brièvement avant le début de l'Assemblée plénière et nous avons réalisé des travaux de gouvernance fondamentaux, tels que le maintien de la supervision des activités du FIPA et de ses finances, et les activités de sensibilisation visant à augmenter la présence du FIPA dans les systèmes interaméricains. Dans ce but, des membres individuels du Comité exécutif ont participé à de nombreuses activités régionales au nom du FIPA. Dans mon cas, j'ai participé au Premier forum du front parlementaire contre la faim au mois de mars, et Linda Machuca a participé à deux événements en représentation du groupe des Femmes parlementaires des Amériques.

Période de transition au Secrétariat technique du FIPA

Depuis notre dernière rencontre lors de la Assemblée plénière d'Ottawa, des changements importants ont eu lieu au Secrétariat technique du FIPA. En janvier



de cette année, Elena Sosa Lerin a été engagée comme responsable de communication et Viviane Rossini a rejoint notre équipe comme Assistante de programme. En août, Emmanuelle Pelletier, notre Secrétaire exécutive depuis plusieurs années, a quitté le FIPA pour profiter d'une nouvelle opportunité professionnelle. Nous remercions Emmanuelle pour les années de travail consacrées au FIPA et nous lui souhaitons beaucoup de chance dans ses nouvelles fonctions.

En octobre de cette année, Gina Hill a été engagée comme secrétaire exécutive et responsable de programme. Elena, Viviane et Gina sont toutes trois présentes et seront ravies de faire votre connaissance pendant la Plénière.

Je voudrais adresser mes sincères remerciements à mes collègues et à tous les parlements membres du FIPA. J'espère que nous continuerons à accomplir de grandes choses ensemble.

Je vous remercie.

Annexe 4—Présentation des experts invités

Jeremy Collymore, Directeur exécutif

Agence caribéenne de gestion des urgences en cas
de catastrophes (CDEMA selon le sigle en anglais)
St. Michael, Barbados

M. Jeremy Collymore a travaillé pendant 30 ans dans le domaine de la gestion des catastrophes. Il a assumé différentes fonctions et a contribué à la recherche dans le domaine de la gestion, de la planification et du développement de politiques liées aux catastrophes.

De 1989 à 1991, il a travaillé comme spécialiste de catastrophes auprès de l'UNDR (aujourd'hui l'OCHA), aux projets pan-caribéens de prévention de catastrophes. Il a aussi participé aux activités de plusieurs agences régionales et internationales, parmi lesquelles la CARICOM, les Nations Unies, l'Agence de Développement International Canadienne et la Banque de Développement Interaméricaine; il a également conduit plusieurs études techniques et des évaluations d'accords et de produits institutionnels dans le domaine de la gestion de catastrophes dans les Caraïbes, les Seychelles et en Amérique centrale. M. Collymore a collaboré avec un grand nombre de groupes de travail aux niveaux régional, national et international. Il a également mis son expertise à la disposition du secteur académique comme enseignant auprès du département de Géographie de l'Université de West Indies, Jamaïque, et comme assistant de direction.

M. Collymore, qui est actuellement le Directeur exécutif de l'Agence Caribéenne de Gestion des Urgences en Cas de Catastrophes – l'organisme leader de gestion des catastrophes aux Caraïbes, continue à guider et à influencer la politique de gestion, la planification et les projets dans 18 états participants. Il est titulaire d'un master en philosophie en géographie et il a entrepris des études en conception environnementale et en planification. Il a écrit, publié et présenté de nombreux articles sur la gestion de catastrophes.

M. Athanasios Hristoulas

Professeur de Relations internationales
Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM)
Mexico, Mexique

M. Athanasios Hristoulas est professeur de relations internationales à l'Institut technologique autonome de Mexico (ITAM). Il est également coordinateur de la filière de Sécurité nationale auprès de la même institution. Il est membre du Système national de chercheurs, niveau I. Il est également titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université McGill, obtenu en 1996. Avant de quitter le Canada pour aller s'installer au Mexique, il était boursier à l'école d'affaires internationales Norman Paterson où il suivait un post-doctorat d'études stratégiques et militaires.

Ses intérêts dans le domaine de la recherche portent sur la politique de sécurité nationale du Mexique, la politique étrangère du Canada et la coopération dans le domaine de la sécurité aux Etats-Unis. Il a publié des articles dans des journaux tels que *Diario de políticas, estudios internacionales, comercio exterior y asuntos exteriores*. Ses dernières publications comprennent deux volumes édités. Le premier intitulé *Las Relaciones cívico-militar en el nuevo orden internacional* et le second *Cánada: Política y Gobierno en el siglo XXI*. Il a également publié une série de chapitres dans des ouvrages sur la sécurité en Amérique du Nord intitulés "Trading Places: Canada, Mexico and North American Security" dans *The Rebordering of North America*, "Le trilateralisme sécuritaire en Amérique du Nord : Rêve ou Réalité?" dans *Le Canada dans l'orbite américaine*, "North American Security and Foreign Policy: Does a Trilateral Community Exist?" dans *Politics in North America*, et "From Internationalism to Regionalism: The Evolution of Canadian Foreign Policy in the Post-Cold War era" dans *The USA and Canada 2008*.

Il a été invité récemment par l'Association d'études internationales pour contribuer à la rédaction d'un chapitre sur la politique étrangère des Etats-Unis pour le prestigieux *Compendium of International Relations*. Il a pris un congé à l'Ecole d'études politiques de l'Université d'Ottawa pendant l'année académique 2010-2011.



**Ricardo Mena, Chef du Bureau régional des Amériques
Stratégie internationale pour la prévention
des catastrophes (SIPC) des Nations unies
Panama City, Panama**

M. Mena est un expert international qui possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la gestion de risque, de crises et de catastrophes, et qui a collaboré avec les Nations Unies pendant les seize dernières années en Amérique Latine, à Genève et à New York. Avant de s'engager auprès des Nations unies il a travaillé dans le domaine de la préparation et de l'atténuation des catastrophes en Équateur et dans les pays voisins. Il est titulaire d'un master en Science de gestion de crises et catastrophes de l'Université de Leicester, Royaume-Uni.

**M. Philip Oxhorn
Professeur agrégé et Directeur fondateur
Institut pour l'étude du développement international
Université McGill, Montréal, Canada**

Le professeur Philip Oxhorn est le Directeur fondateur de l'Institut pour l'étude du développement international de l'Université McGill et rédacteur en chef de la revue internationale *Latin American Research Review*. Ancien vice-doyen (études supérieures et postdoctorales) de l'Université McGill, sa recherche se concentre sur l'étude comparative de la société civile et le rôle joué par cette dernière dans le soutien des régimes démocratiques, notamment en Amérique latine.

Les publications du professeur Oxhorn comprennent : *Organizing Civil Society: The Popular Sectors and the Struggle for Democracy in Chile* (Penn State University Press, 1995), ainsi que de nombreux articles et quatre volumes coédités : *What Kind of Democracy? What Kind of Market? Latin America in the Age of Neoliberalism* (en collaboration avec Graciela Ducatzenzeiler, Penn State University Press, 1998), *The Market and Democracy In Latin America: Convergence or Divergence?* (en collaboration avec Pamela Starr, Lynne Rienner Publishers, 1999); *Decentralization, Civil Society, and Democratic Governance: Comparative Perspectives from Latin America, Africa, and Asia* (en collaboration avec Joseph Tulchin et Andrew Selee Woodrow Wilson Center Press/the Johns Hopkins University Press, 2004) et *Beyond Neoliberalism?*

Patterns, Responses, and New Directions in Latin America and the Caribbean (en collaboration avec Kenneth Roberts et John Burdick, Palgrave Macmillan, 2009). Actuellement, il est en train d'achever un manuscrit intitulé *Sustaining Civil Society: Economic Change, Democracy and the Social Construction of Citizenship in Latin America* (Penn State University Press, à paraître).

Le professeur Oxhorn a donné de nombreuses conférences en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, en Europe occidentale, en Asie et en Australie. Il a également travaillé comme consultant auprès de la Banque interaméricaine de développement, du Programme de développement des Nations Unies, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du Centre de recherche sur le développement international (CRDI), du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, de la Fondation Ford, du Centre Carter, du Centre Woodrow Wilson pour académiques internationaux, et la Fondation canadienne pour les Amériques. Il détient un doctorat en sciences politiques de l'Université Harvard.

**Koebel Price, Conseiller principal
Programme de participation citoyenne,
Institut démocratique national (IDN)
Washington, D. C., États-Unis**

Koebel Price est conseiller principal pour la participation citoyenne à l'IDN. Il a 20 ans d'expérience dans des programmes d'envergure visant à promouvoir la transparence et la responsabilisation du gouvernement, le développement de la société civile et la participation citoyenne, la formation de coalitions, le renforcement des partis politiques et le déroulement d'élections libres et équitables.

M. Price a travaillé dans plus de 25 pays, il a été directeur de projet pour le développement de programmes financés par le gouvernement américain dans les Balkans, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et a géré les portefeuilles d'organisations internationales de développement concernant la démocratie et la gouvernance. Sur le plan intérieur, il a été Directeur politique et législatif avec le secteur Minnesota AFL-CIO de la confédération syndicale la plus importante de l'Amérique et des organisations de base de la société civile qui ont mené des campagnes de sensibilisation aux

niveaux local, régional et national. M. Price a également joué un rôle actif dans la politique du Parti démocrate, y compris en siégeant au Comité de campagne coordonné dans l'état du Parti au Minnesota, et il a servi dans le gouvernement de l'état en tant que candidat du Conseil consultatif tripartite d'indemnisation des travailleurs (the tri-partite Worker's Compensation Advisory Council). M. Price est un organisateur communautaire expérimenté et il a fait des études supérieures sur la gestion des ONG.

Actuellement il soutient les efforts de l'IND visant à renforcer la société civile au niveau mondial, y compris à travers des évaluations de pays, la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes et la communication avec les donateurs. Il fournit des stratégies, des outils, des techniques et du savoir faire aux membres du personnel de l'IND et aux organisations partenaires afin de soutenir et de renforcer l'organisation et la participation des citoyens dans les nouvelles démocraties et dans les démocraties émergentes. Dans le cadre de ses responsabilités, il a consacré beaucoup de temps sur le terrain à l'évaluation des conditions locales, à l'analyse des divers programmes, à la formation du personnel et à la recherche de nouvelles méthodes d'enseignements et de meilleures pratiques.

Gerardo Rodríguez Sánchez Lara
Membre, Colectivo de Análisis de la Seguridad con Democracia A.C.
Professeur de Terrorisme, Centre d'études de l'Armée et la Force aérienne/Institut national d'administration publique/Université Iberoamericana Mexico, Mexique

Gerardo Rodríguez Sánchez Lara est membre du *Colectivo de Análisis de la Seguridad con Democracia A.C.* (Collectif d'Analyse de la Sécurité en Démocratie), un réseau de la société civile spécialisé dans des questions de sécurité, où il coordonne son projet *Enquête de sécurité nationale au Mexique*. M. Rodríguez est professeur de terrorisme au Centre d'Etudes de l'Armée et la Force de l'air (CEEFA), à l'Institut National d'Administration Publique (INAP), et à l'Université Iberoamericana (UIA) à Mexico. Il a enseigné au Centre Woodrow Wilson à Washington DC, à l'Université de défense nationale de l'Autriche, au Collège interarmées de défense (CID) de la France, au Centre d'Etudes

supérieures navales du Mexique (CESNAV), et à l'école de renseignements pour la Sécurité nationale du Mexique (ESISEN). Il a coordonné le Séminaire sur les perspectives politiques à l'Institut Tecnológico Autónomo de México (ITAM) entre 2004 et 2007.

Il a travaillé comme Conseiller au Cabinet du Président, au secrétariat des Affaires étrangères et à la Commission des affaires étrangères du Congrès du Mexique. En 2007, il a été auditeur de la session pour l'Amérique latine de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale de France (IHEDN). Dans le cadre d'un programme du ministère des Affaires étrangères de France, M. Rodríguez a visité plusieurs institutions liées à la sécurité et à l'intelligence. En 2003, en tant que boursier de la Fondation Konrad Adenauer, il a également visité des institutions de sécurité publique et de maintien de l'ordre en Allemagne.

M. Rodríguez est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en relations internationales obtenue à l'Institut sur la sécurité nationale de l'Université de Delaware, aux Etats-Unis et à l'ITAM. M. Rodríguez a publié plusieurs articles sur le terrorisme et la sécurité nationale dans des publications telles que *Foreign Affairs Latinoamérica*, *World Association for Public Opinion and Research*, la *Revista del Ejército y Fuerza Aérea de México* (Magazine de l'Armée et la Force aérienne du Mexique) et *Atlas de la Seguridad y Defensa de México* (Plan de la sécurité et la défense du Mexique) et dans les journaux mexicains *Reforma* et *Excelsior*.

Gloria Young
Directrice, Centro de Estudios y Competencias en Género (CECG)
Présidente, Association des parlementaires et des anciennes parlementaires de la République du Panama
Gloria Young est connue pour sa militance sur les questions de genre. Enseignante de profession, elle est la fondatrice du premier Centre de soutien pour les femmes victimes de violence au Panama. Elle a été conférencière et chercheuse à l'Université de Panama et a écrit des articles sur les problèmes de genre dans des magazines et des journaux nationaux et internationaux. Elle a été législatrice au Panama à deux reprises.



Elle est diplômée en Sciences politiques et en Administration publique, ainsi qu'en Littérature et théâtre à l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM). En outre, elle a obtenu un master en Systèmes d'éducation avec une spécialisation en Supervision et Développement des programmes de l'Université de Panama.

Elle a précédemment collaboré avec le FIPA. En 2005, elle a été conférencière au Forum sur le genre qui s'est tenu en Argentine et a présenté le document, "Us Who Dare—Contributions to the Debate on Political Violence against Women who aspire to Elected Office". (Nous qui osons - Contributions au débat sur la violence politique contre les femmes qui aspirent à être élues pour exercer une fonction politique).

Annexe 5—Rapports des Groupes de travail et Recommandations

Groupe de travail n° 1 : La préparation et la réponse aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence imputables à l'homme – Rapport final et Recommandations

RAPPORT FINAL

Original: Espagnol

Le Groupe de travail sur « La préparation et la réponse aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence imputables à l'homme » s'est réuni au siège du Congrès du Mexique, à Mexico, du 17 au 19 novembre 2010, avec la participation des délégués de Panama, du Chili, de Trinité-et-Tobago, du Canada, du Brésil et d'Haïti.

Le député de la République du Panama, Víctor Juliao III, a présidé les réunions du groupe de travail qui avait les thèmes suivants:

- Étudier l'impact des catastrophes et des situations d'urgence dans les Amériques, et de leurs rôles dans la réduction ou l'augmentation du facteur de vulnérabilité. En effet, celui-ci a une incidence sur la capacité de préparation, de réponse et de récupération dans les situations d'urgence et de catastrophe causées autant par l'homme que par la nature.
- Déterminer de quelle manière les pays des Amériques peuvent travailler conjointement pour développer des mécanismes de coopération et de coordination afin de relever les défis que représente n'importe quel type de catastrophe et/ou d'urgence.

PRÉSENTATIONS

Pour atteindre ces objectifs, le Groupe de travail a assisté aux présentations de deux experts, M. Ricardo Mena, directeur du Bureau régional des Amériques — Stratégie Internationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes (ISDR) [des Nations-Unies] et M. Jeremy Collymore, directeur général de l'Agence Caribéenne des Catastrophes et des Urgences.

Voici un résumé de leurs présentations et des débats :

M. Ricardo Mena a commencé sa présentation en parlant des catastrophes du point de vue du développement. Il a abordé la question du changement climatique et de ses répercussions, de l'adaptation et de la réduction du risque de catastrophes. Il a aussi parlé des défis et des prochaines étapes à franchir.

Il a mis l'accent sur les instigateurs de changement, de type économique, politique et de risques. Il s'est interrogé sur la raison pour laquelle les catastrophes sont préoccupantes pour le développement. Celui-ci peut augmenter la vulnérabilité lorsque les projets de développement dans la région ne tiennent pas compte du facteur-risque, par exemple.

Il a souligné que les catastrophes peuvent avoir des répercussions sur les projets de développement, et peuvent offrir d'importantes possibilités pour celui-ci. Les catastrophes affectent les nations et entravent la réalisation des Objectifs de développement du millénaire.

Comment les catastrophes peuvent-elles offrir des possibilités de développement? Il a expliqué que cela se fait en identifiant les zones extrêmement vulnérables, en reconstruisant avec plus de sûreté les zones touchées et en assignant des ressources pour les catastrophes naturelles.

Il a expliqué que le changement climatique pouvait, entre autres, exacerber la désertification, faire diminuer le PIB et la production d'énergie hydraulique. Il a remis en question la façon dont le changement climatique affecte l'Amérique latine et les Caraïbes. Il estime que ce sont les plus démunis qui vont souffrir le plus du changement climatique et, en outre, des pertes d'emplois, de la diminution des revenus, de l'insécurité alimentaire, des longues sécheresses et des effets sur la santé.

Il a souligné que le Cadre d'action de Hyogo, adopté par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles des Nations Unies en 2005, établit plusieurs actions prioritaires qui s'articulent autour des grands axes suivants : veiller à ce que la réduction des risques de catastrophes soit une priorité, connaître les risques et



prendre les mesures appropriées, améliorer la compréhension et la conscientisation à cet égard, réduire les facteurs de risque, et être bien préparés aux catastrophes.

Il a insisté sur les enjeux du problème : encourager l'engagement des gouvernements, renforcer les mécanismes d'obligation de rendre des comptes et s'assurer qu'il existe des crédits budgétaires pour les catastrophes. Il s'agit aussi de sensibiliser davantage les preneurs de décisions, de préconiser la création d'une synergie entre l'adaptation aux changements climatiques et le risque, de renforcer le dialogue avec les pays donateurs afin qu'ils mobilisent des ressources, et de travailler en vue d'adopter une position commune qui pourra être présentée à Cancún en décembre.

M. Jeremy Collymore a parlé du changement climatique et de ses répercussions dans la région en signalant notamment les pertes dans le domaine de la production et dans le domaine social, et à ce propos, il a mentionné les pertes humaines.

Il a fait remarquer l'importance des problèmes que posent les ouragans, les sécheresses, les tremblements de terre, les inondations et les coulées de boue, et de leurs conséquences.

Il a mentionné la réforme humanitaire globale des Nations Unies, mécanisme qui met l'accent sur la prévisibilité financière, et où il est recommandé que chaque pays adopte une réponse aux catastrophes naturelles. Il considère qu'il existe une culture globale de l'aide humanitaire.

Il a commenté la nécessité de développer une capacité de réponse qui repose sur la coordination des efforts de l'aide humanitaire en cas de catastrophes naturelles. Il a aussi insisté sur les efforts de la région pour affronter les catastrophes naturelles.

Entre autres recommandations, il a proposé d'encourager l'établissement de politiques de gestion du risque, de consolider la mise en œuvre de politiques et de stratégies nationales de gestion des risques, de tirer parti

des possibilités d'investissement dans l'infrastructure, les services sociaux et les ressources naturelles afin de réduire la vulnérabilité. Il a suggéré que l'on veille à ce que l'information sur la réduction des risques soit comprise dans les politiques d'investissement et de planification, que le FIPA établisse un programme d'aide en cas de catastrophes naturelles et qu'un champion en la matière soit désigné. Il a suggéré aussi d'établir un mécanisme de surveillance et un rapport sur l'application des recommandations et de créer un réseau qui permette d'identifier un certain nombre de risques.

DÉBATS

Les participants ont partagé leurs expériences dans ce domaine, en particulier le Canada, le Chili et Haïti ; il est évident que les pays ont eu différentes expériences de catastrophes naturelles et qu'ils ont affronté des situations spécifiques comme des orages, des inondations, des sécheresses, des ouragans et des tremblements de terre. Les participants ont été invités à prendre conscience du problème. Certains pays développés ont aidé les pays qui connaissent des catastrophes naturelles.

Un des participants a parlé de la possibilité d'établir un plan de politique publique de prévention. Il a été dit que plusieurs pays disposent de l'information et de la technologie appropriées pour affronter ce genre de catastrophes. Les participants ont signalé que l'on devrait utiliser les moyens de communication pour informer la population et la communauté internationale des risques. Il est très important qu'il y ait un changement d'attitude à cet égard.

De plus, les parlementaires doivent s'assurer que les politiques publiques reposent sur suffisamment de ressources pour faire face aux catastrophes naturelles. Il a été mentionné aussi qu'il faut tenir compte de l'élément fondamental du risque lorsque l'on élabore ou que l'on rédige des lois, et qu'il faut établir une sanction pour ceux qui ne les respectent pas.

RECOMMANDATIONS

Adoptées par l'Assemblée plénière du FIPA, le 17 au 19 novembre 2010.

À la lumière des délibérations du Groupe de travail sur « La préparation et la réponse aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence imputables à l'homme » qui ont eu lieu dans le cadre de la Septième assemblée plénière du FIPA, à Mexico (Mexique), du 17 au 19 novembre 2010, et des opinions du groupe,

L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE fait les recommandations suivantes :

1. Le FIPA devrait encourager les parlementaires des pays membres à assurer des programmes éducationnels pour leurs citoyens. Ces programmes les conscientiseront sur la sécurité et prépareront les procédures visant à minimiser les risques et les effets des catastrophes naturelles et des situations d'urgence imputables à l'homme.
2. Le FIPA encourage les parlementaires à assurer une diminution des risques de catastrophes, mesure qui sera prise en compte à titre de priorité nationale lors de la planification de programmes de développement.
 - a. Le parlement de chacun des pays membres doit s'assurer que les codes, les règles et les normes de construction sont appropriés aux menaces naturelles et à celles qui sont imputables à l'homme.
 - b. Le facteur de risque devrait être considéré lorsque de nouveaux budgets sont établis, et il faut s'assurer également que les constructions importantes comme les hôpitaux et les écoles respectent les normes de sécurité établies au numéro 2(a).
 - c. Chaque parlement devrait s'assurer que son gouvernement effectue une évaluation de l'impact environnemental de ses projets de développement qui tiennent compte des risques naturels et de ceux qui sont imputables à l'homme.
 - d. Le FIPA devrait encourager les parlements des pays membres à adopter des politiques qui tiennent compte des leçons apprises des catastrophes antérieures.

3. Le FIPA devrait encourager le parlement de chaque pays membre à créer des comités de surveillance pour s'assurer que des ressources et des mécanismes sont adoptés pour répondre aux nécessités techniques et décentralisées, de même qu'aux demandes nationales.

4. Réviser et réévaluer les lois en vigueur sur la gestion des catastrophes de manière à ce qu'elles établissent clairement la diminution du risque de catastrophes ainsi que l'adaptation au changement climatique.

PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL

Víctor Juliao III

Membre de la Chambre des députés du Panama

PARTICIPANTS

PAYS		NOM
Brésil	Député	Luiz Carlos Hauly
Canada	Membre du Parlement	Earl Dreesen
Chili	Député	Nino Baltolu
Haïti	Sénatrice	Edmonde Supplice Beauzile
Haïti	Sénateur	Jean Baptiste Jean Willy
Panamá	Députée	Dana Castañeda
Panamá	Député	Víctor Juliao III
Trinité et Tobago	Membre du Parlement	Dr. Fuad Khan

Groupe de travail n° 2 : Sécurité régionale et criminalité transnationale — Rapport final et Recommandations

RAPPORT FINAL

Original : espagnol

Le Groupe de travail sur la Sécurité régionale et la criminalité transnationale s'est réuni au Salon Diego Rivera II de l'Hôtel Marriot, à Mexico, les 17, 18 et 19 novembre 2010, avec la participation des délégués du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de la Dominique, de l'Équateur, du Mexique, du Panama et du Paraguay.

Le sénateur Carlos Roger Caballero Fioro du Paraguay a présidé les réunions du Groupe qui avaient les thèmes suivants :



- Examiner l'effet de la criminalité transnationale dans les Amériques et ses répercussions pour la sécurité et le développement de la Région;
- Identifier les défis que représente ce phénomène, délibérer sur le rôle que jouent les parties intéressées, aussi bien nationales que régionales, évaluer les mesures à prendre et indiquer les possibilités d'intervention dans le nouvel agenda hémisphérique.

PRÉSENTATIONS

Afin de traiter ces thèmes, le Groupe de travail a assisté aux présentations de deux experts en la matière : M. Gerardo Rodríguez Sánchez, membre du Collectif d'analyse sur la sécurité avec démocratie, et M. Athanasios Hristoulas, professeur au Département d'études internationales de l'ITAM. Voici un résumé de leurs présentations et du débat.

M. Gerardo Rodríguez Sánchez

Il a commencé par mentionner que l'agenda de la sécurité en Amérique latine est très complexe en raison de la diversité régionale, géopolitique, économique et sociale que l'on observe d'un bout à l'autre du continent. Il existe encore quelques conflits territoriaux dans la Région, toutefois, il est très peu probable que l'Amérique latine connaisse une guerre entre les États.

Par ailleurs, les expériences de gouvernements dits de « Sécurité nationale » en Amérique du Sud, d'une part, et les Guerres civiles en Amérique centrale, d'autre part, ont laissé de profondes cicatrices au sein des sociétés nationales. Ces cicatrices laissent présager que, pour les gouvernements, les voies de la répression et la violence généralisée ne sont plus viables et que les nations latino-américaines ne sont pas disposées à les emprunter au détriment de leur développement.

De plus, le phénomène de régionalisation a aidé les pays à trouver plus d'avantages dans la coopération pour le développement.

Gerardo Rodríguez a commenté quelques-unes des caractéristiques de l'école traditionnelle, dite militariste, à savoir, la protection à l'État, voire pire, au « gouvernement éclair », les menaces externes (attaques armées), les

menaces internes (mouvements révolutionnaires), les dispositifs, militaires principalement et pour finir, l'idée qu'il ne faut pas « sécuriser outre mesure » l'agenda des menaces.

D'un autre côté, il y a l'école « expansionniste », selon laquelle, non seulement il faut protéger l'État, mais aussi la population, sans parler du spectre des menaces qui s'étend à d'autres aspects de la vie humaine, tels que le développement social, politique et économique.

Rodríguez Sánchez a proposé de classer les menaces en trois catégories : les menaces traditionnelles, les menaces intermédiaires et les menaces de grande portée.

- **Les menaces traditionnelles :** elles viennent de l'extérieur, comme les interventions militaires ou elles sont d'origine interne et pourraient menacer les institutions gouvernementales, comme ce fut le cas pour les mouvements armés de fractions révolutionnaires ou les coups d'État. Chaque menace traditionnelle doit être classée comme suit : les interventions militaires, les conflits territoriaux, les mouvements internes armés et la prolifération d'armes.
- **Les menaces intermédiaires :** Ce sont celles qui portent atteinte à un état et qui, de surcroît, nuisent directement à la société. Elles exigent l'emploi extraordinaire de ressources tant financières qu'humaines (principalement la police nationale et les forces armées). Les menaces intermédiaires sont préjudiciables pour la population. Pensons au trafic de drogues, à la criminalité organisée transnationale, au terrorisme, aux frontières et à l'immigration anarchique.
- **Les menaces de grande portée :** Il classe dans cette catégorie tous les points vulnérables de la population. Le combat contre ces « nouvelles menaces » implique une participation subsidiaire des forces armées. Les menaces de grande portée doivent faire l'objet d'un agenda pour traiter les problèmes de vulnérabilité sociale, des réfugiés, des déplacés internes, des catastrophes naturelles, des pandémies et de sécurité énergétique et économique.

En dernier lieu, Gerardo Rodríguez a dit que l'Amérique latine est une Région qui jouit d'une relative paix internationale. Néanmoins, les pays latino-américains et caribéens font face à de nouvelles menaces à leur sécurité, des menaces qui s'expliquent principalement en raison de leur nature multidimensionnelle parce qu'elle porte atteinte directement aux personnes. Pendant les deux dernières décennies également, les mécanismes régionaux de concertation et de dialogue politique se sont consolidés, ce qui a permis d'améliorer la confiance et la coopération en matière de sécurité et de défense et d'affronter les thèmes communs de l'agenda de sécurité régionale.

Dr. Athanasios Hristoulas

Il a commencé son exposé en déclarant qu'une importante transition s'est fait sentir dans la nature et dans le développement des relations internationales, à la faveur de la fin de la guerre froide.

La menace du conflit territorial a diminué considérablement, à l'exception du Costa Rica et du Nicaragua, mais il existe d'autres menaces, telles que le crime organisé, et les menaces idéologiques. Cette diminution de la menace de conflits a ouvert la voie à la stabilité démocratique et a apporté d'autres bienfaits, comme la sécurité humaine.

La perte de la sécurité, par exemple au Mexique, montre clairement que l'État est défaillant depuis quelques années déjà, car il a clairement déclaré la guerre au narcotrafic.

Pour parler de « bonne gouvernance », l'État doit se réformer, se consolider et défendre des politiques transparentes. Il doit instaurer l'obligation de rendre des comptes et adopter une gestion adéquate au sein du secteur public.

Le Dr. Hristoulas pense qu'une « bonne gouvernance » a sa raison d'être dans le secteur de la sécurité, où il faut, entre autres, fournir de meilleurs outils pour poursuivre des stratégies musclées, assurer un équipement moderne et un entraînement. Les forces armées continueront d'agir impunément et les états judiciaires obsolètes continueront d'exister tant et aussi longtemps qu'il y aura des agences de sécurité.

Qu'est-ce que cela signifie? La réponse se résume en quelques mots : capacité, obligation de rendre des comptes, gestion et systèmes de sécurité. La capacité veut dire que les membres des forces de sécurité doivent être bien équipés, qu'il faut se préoccuper de leur niveau d'éducation, de savoir d'où ils viennent et de leur assurer un entraînement. L'obligation de rendre comptes repose sur la transparence, la participation et des agents de sécurité qui doivent être responsables de leurs actions.

Le troisième élément est la gestion, qui est intrinsèquement liée à la structure organisationnelle des forces policières et à sa direction.

Il faut trois conditions pour garantir la réussite d'une aide ou d'une collaboration régionale dans le domaine de la sécurité.

1. Les pays donateurs doivent s'assurer que les autorités préservent leur autonomie et veiller à la distribution de l'argent ; ce sont les autorités locales qui détermineront si le projet fonctionne ou non.
2. Il faut reconnaître que le processus prend du temps (on parle même d'une génération pour que cela fonctionne) et qu'il est nécessaire d'avoir une vision à long terme, ce qui peut poser problème en raison des cycles électoraux.
3. Tout programme régional doit être encadré dans une vision stratégique, ce qui implique une réforme de la police, du système judiciaire et du système pénitentiaire par la même occasion, et les solutions ne peuvent pas être mises en œuvre au Mexique uniquement.

Le sénateur du Paraguay, Roger Caballero a remercié le Dr. Hristoulas pour sa présentation et a invité les participants à prendre part au débat.

DÉBATS

Les participants ont débattu sur un vaste éventail de sujets associés à la sécurité régionale et à la criminalité transnationale. Les différents pays connaissent des expériences différentes du narcotrafic et du crime organisé. Les participants ont échangé sur la décriminalisation de la drogue. À ce propos, certains ont



mentionné que la drogue avait été décriminalisée dans leur pays, au Chili par exemple, tant que la consommation demeure un usage personnel. Quelqu'un a commenté qu'il fallait suggérer à l'OEA, par le biais du FIPA, qu'une sanction soit infligée dans le cas du problème de drogue. Les parlementaires étaient tous d'accord pour dire qu'il faut établir une coopération d'envergure pour s'attaquer au crime transnational. Le contexte actuel, et les facteurs comme la décriminalisation de la drogue, l'extinction de la propriété et le fait que les jeunes sont plus à même de tomber dans le crime organisé par manque d'opportunités dans leurs pays ont été aussi au cœur des débats.

RECOMMANDATIONS

Adoptées par l'Assemblée plénière du FIPA, entre les 17 et 19 novembre 2010.

Les parlementaires participants du Groupe de travail no 2 : « Sécurité régionale et criminalité transnationale » font les recommandations suivantes :

1. Nous recommandons vivement que la lutte contre le crime organisé transnational, notamment le narcotrafic, repose sur une coopération entre les pays. Celle-ci doit être réalisée dans le respect de la souveraineté nationale, à titre de principe fondamental.
2. Le FIPA reconnaît que les crimes transnationaux menacent les pays parce qu'ils entraînent dans la foulée d'autres activités criminelles, entre autres, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes, la traite et le trafic de personnes et le trafic d'organes, et nous devons les combattre avec la même énergie.
3. Les autorités étatiques doivent élaborer des règles qui professionnalisent l'exercice d'une autorité publique compétente, transparente, avec une vigilance suffisante et une obligation de rendre des comptes.
4. Le combat contre le crime organisé et le narcotrafic est un thème qui relève autant de la sécurité que de l'éducation et de la santé. Les États nationaux devront redoubler d'effort pour empêcher la consommation et l'abus de drogues. La santé préventive et la réhabilitation, ainsi que l'éducation adéquate sont des outils indispensables qu'il faut systématiser dans le but

de former de nouvelles générations qui adoptent des conduites responsables et éthiques.

5. Faire un recueil des normes, des programmes de prévention et des programmes correctionnels associés aux crimes transnationaux dans chacun des pays membres du FIPA afin de cerner les pratiques réglementaires qui fonctionnent et qui peuvent être employées ou mises en œuvre dans chacun d'eux.
6. Les rôles de l'État national sont les suivants : la législation, le gouvernement et la justice doivent être fermes, cohérents et efficaces dans la lutte contre le crime afin de faire régner la sécurité régionale, ce qui veut dire, entreprendre des actions opportunes pour affronter le délit.
7. La corruption est un délit qui menace la sécurité des États nationaux et qui alimente la criminalité transnationale, c'est pourquoi les gouvernements devront la combattre en prenant les mesures et actions afin de l'éliminer.

PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL

Carlos Roger Caballero Fioro
Sénateur, Paraguay

PARTICIPANTS

PAYS		NOM
Brésil	Député	Colbert Martins
Canada	Membre du Parlement	Bev Shipley
Canada	Sénateur	Terry Stratton
Chili	Député	Mario Bertolino
Chili	Député	Ricardo Rincón
Colombie	Représentant	Germán Blanco Alvarez
Dominique	Membre du Parlement	Gloria Shillingford
Équateur	Membre de l'Assemblée nationale	Rocío Valarezo
Mexique	Sénatrice	Adriana González Carrillo
Mexique	Député	Jesús Ramírez
Mexique	Sénateur	Ricardo García Cervantes
Panama	Conférencier	Gloria Young
Paraguay	Sénateur	Carlos Roger Caballero Fioro

Groupe de travail n° 3 : Participation de la société civile dans le renforcement de la démocratie – Rapport final et Recommandations

RAPPORT FINAL

Original: espagnol

La réunion du Groupe de travail sur la Participation de la société civile dans le renforcement de la démocratie s'est tenue au Salon Rufino Tamayo de l'Hôtel Marriot de la ville de Mexico, les 17, 18 et 19 novembre 2010, avec la participation des délégués du Canada, du Chili, du Brésil, de l'Équateur, du Paraguay et du Mexique.

M. Randy Hoback, Membre du Parlement du Canada, a présidé les séances du Groupe qui devait traiter les thèmes suivants :

- Le rôle de la société civile dans le renforcement de la démocratie
- Le partage des meilleures pratiques démocratiques de chaque pays et recherche d'une voie commune afin de trouver de meilleures alternatives
- L'éducation civique et démocratie
- Le rôle de la société civile comme base de la démocratie
- La crise de la représentation
- Le travail simultané sur les agendas des gouvernements et sur ceux de la société civile

PRÉSENTATIONS

Afin de traiter ces thèmes, le Groupe de travail a assisté aux présentations de deux spécialistes en la matière : le Dr. Philip Oxhorn, professeur fondateur de l'Institut d'études du développement international de l'Université McGill et M. Koebel Price, conseiller principal du Programme de participation citoyenne de l'Institut national démocratique (NDI). Leurs présentations et le débat sont résumés ci-dessous.

M. Koebel Price

M. Price a commencé par expliquer ce qu'est l'Institut. Il a mentionné qu'il travaille dans 125 pays différents et qu'il rencontre différents acteurs politiques internationaux. Il a ensuite expliqué que l'organisation travaille dans une perspective multirégionale. L'Institut qu'il représente ne

crée aucun programme mais encourage les différents secteurs de la société à en créer. Pour ce faire, il œuvre sur un vaste champ d'action où il est possible de veiller et d'aider, par le biais de l'Institut, à ce que les processus se déroulent dans le respect des lois.

Au moment de la création de l'Institut, l'une des idées directrices a été de veiller à ce que toutes les voix de la société civile soient entendues. L'obligation de rendre compte joue un rôle essentiel dans la crédibilité de la société.

Il a souligné que l'on doit créer des espaces politiques tels que des forums - surtout pour le suivi et le contrôle – où la société civile jouera un rôle primordial. M. Price considère que ces forums sont encore la meilleure manière pour que les individus aient droit à la parole, pour qu'ils puissent être entendus par le pouvoir législatif et pour que l'on puisse ratifier avec eux les résultats des processus démocratiques.

M. Price a ajouté que les groupes de la société civile ont compris que les gens travaillant dans le secteur parlementaire peuvent vraiment les aider et qu'ils ont commencé à influencer les parlementaires pour que ceux-ci promulguent des lois. Néanmoins, il a signalé que cette pratique est dangereuse étant donné que les organisations peuvent être prises en otage par les partis politiques et commencer à répondre à des intérêts différents de ceux qu'elles avaient à l'origine.

M. Price a affirmé qu'un système concernant l'obligation de rendre compte peut être mis en œuvre suite à des accords, des cadres d'action ou des structures qui sont bien souvent obligatoires ou qui devraient l'être.

Ensuite, le débat a été ouvert et les parlementaires présents ont eu l'occasion d'exprimer leurs inquiétudes et de poser leurs questions, notamment :

M. Peter Julian, du Canada, s'est inquiété de savoir pour quelle raison M. Obama, après avoir été élu président des États-Unis, n'a pu continuer à tenir les propos qu'il tenait avant l'élection. M. Price a mentionné que cette question était fréquemment posée ; il a répondu, d'une part, que



les attentes étaient très élevées avant l'élection et que les gens avaient accueilli avec enthousiasme le changement et, d'autre part, qu'ils n'avaient pas voté en fonction des politiques, inconnues dans bien des cas.

M. Mauricio Rands, du Brésil, a parlé de la crise de la démocratie représentative et a traité la question du développement d'une démocratie participative avec des institutions qui tiennent compte aussi bien des attentes quotidiennes que des valeurs.

Linda Machuca, de l'Équateur, a parlé de l'attitude spontanée de la société civile qui est descendue dans la rue pour défendre son président à l'occasion de la tentative de coup d'État. Cela est un exemple d'action menée à bien par une société non organisée qu'il ne faut pas oublier.

M. Philip Oxhorn

M. Oxhorn a souligné que la démocratisation et l'organisation de la société sont à l'origine de la société civile au Chili. Il a ajouté que, malgré des crises difficiles, l'Amérique latine est plus démocratique de nos jours. Cependant, la confiance pour aller de l'avant règne au sein des différents types de représentation qui existent dans chaque état/nation où il faut se battre pour bien des choses, surtout pour la sécurité. Les institutions démocratiques doivent être perçues comme une solution mais, à ce jour, elles représentent plutôt un obstacle pour continuer à aller de l'avant.

Il a affirmé aussi que nous ne devons pas oublier que les jeunes sont différents selon le lieu et les circonstances.

Il a mentionné que le manque de confiance de la part du gouvernement est une entrave à la bonne gouvernance. Le rôle de la société civile et ce qu'elle représente peut parfois être remis en question. Cela peut faire la différence et est perçu comme le fondement d'une société ayant une bonne gouvernance, car le gouvernement se doit d'être efficace en tout temps.

En deuxième lieu, il a déclaré qu'il faut concevoir une nouvelle modalité de gouvernement permettant aux citoyens/à l'état de jouer un rôle. En ce sens, les leaders politiques doivent établir un lien de travail conjoint qui fasse que la société civile et le gouvernement participent

de manière claire, en décentralisant la participation, pour éviter que les institutions ne soient considérées comme des mécanismes servant à atteindre un objectif pour être ensuite abandonnées.

Il a souligné que la société civile doit faire avancer la démocratie et que le moyen pour y arriver est de disposer d'espaces institutionnels plus nombreux et de montrer une plus grande transparence. Le gouvernement pourra ainsi apprendre de ses erreurs et mettre en œuvre de nouvelles formules de travail engageant tout le public.

DÉBATS

À la fin des présentations, les parlementaires ont eu l'occasion d'échanger des questions, des idées, des points de vue et des expériences, tant sur le plan national que personnel, sur le thème de la participation de la société civile dans le renforcement de la démocratie. En conclusion, tous les pays ont différents exemples à citer sur le thème, mais il est essentiel de tenir compte des coïncidences. Les parlementaires ont discuté du niveau d'avancement de chaque pays et des moyens qui leur ont permis d'y parvenir.

Le Groupe de travail sur la Participation de la société civile dans le renforcement de la démocratie s'est réuni les 17 et 18 novembre 2010, dans la ville de Mexico.

Le groupe de travail a conclu à l'unanimité que les sociétés démocratiques des Amériques sont, à plusieurs égards, en proie à une crise de participation citoyenne. Le citoyen est défini par le Groupe de travail comme un membre de la société ayant des droits démocratiques issus de l'État et la responsabilité de participer à la vie publique et politique. Le citoyen participant est défini comme celui qui bénéficie de l'accès et de l'information nécessaires à la participation effective dans les décisions liées à la vie quotidienne de tous les citoyens.

En tant que parlementaires FIPA, nous croyons que la participation citoyenne et celle des organisations de la société civile sont essentielles à la santé de nos sociétés démocratiques, au développement de nos peuples et à la stabilité dans les Amériques.

Étant donné l'importance de la participation citoyenne, notamment des groupes marginaux, nous croyons qu'il est essentiel que tous les parlementaires membres du FIPA, s'engagent à accroître la participation citoyenne et la participation des organisations de la société civile au cours des cinq années à venir.

En particulier, l'absence d'attentes de la part des jeunes qui vivent dans les quartiers pauvres et le manque de confiance dans le système démocratique ainsi que dans le système en général ne les motivent pas à participer à la vie politique.

RECOMMANDATIONS

Adoptées par l'Assemblée plénière du FIPA, entre les 17 et 19 novembre 2010.

Suivant ce qui vient d'être exposé, nous faisons les recommandations suivantes :

1. En tant que parlementaires du FIPA, nous encourageons nos gouvernements à réaliser un diagnostic complet des barrières existantes à la participation citoyenne, en particulier, en ce qui a trait aux groupes sous-représentés. Ceci devrait inclure une recherche pour indiquer quels pays ont une législation qui promeut la participation citoyenne. La recherche devrait ensuite être publiée.
2. Afin de promouvoir la participation démocratique, les sociétés des Amériques doivent créer une ambiance politique favorable à la participation ; le défi est donc lancé pour le développement d'une culture civique.
3. Les gouvernements et les parlementaires doivent promouvoir les processus de participation, ce qui implique des mécanismes de consultations, des débats et des prises de décisions de la part des citoyens. Les gouvernements doivent également améliorer leur capacité à fournir des services et promulguer des politiques dont les citoyens ont besoin de toute urgence.
4. Afin de promouvoir l'ouverture des sociétés à la participation civique, nous devrions réformer le système d'éducation pour inclure l'éducation civique dans les programmes scolaires. Nous devrions aussi impliquer dans le processus les médias, les sociétés privées, les syndicats et d'autres institutions également importantes.
5. En tant que parlementaires du FIPA, nous encourageons nos gouvernements à mettre en œuvre des pratiques exemplaires et à faire preuve de transparence, d'ouverture et de responsabilité au sein des gouvernements des Amériques. Pour ce faire, il faut notamment s'appliquer à bien élaborer des mécanismes institutionnels appropriés.
6. En tant que parlementaires du FIPA, nous encourageons nos gouvernements afin que toutes les mesures possibles soient prises pour encourager la participation démocratique dans les Amériques et appuyer les démunis et les jeunes moins privilégiés de notre hémisphère.
7. Afin d'encourager les différents secteurs de nos sociétés à la participation, nous devrions adopter des mécanismes qui serviraient à impliquer des groupes marginaux, y compris mais non limité aux femmes, aux jeunes, aux minorités ethniques, aux peuples/nationalités indigènes, aux handicapés, aux gays et lesbiennes et aux aînés. Cette participation ne devrait pas être limitée aux organisations formelles ou institutionnalisées mais devrait inclure aussi les initiatives citoyennes et les mouvements sociaux autonomes.
8. Pour assurer la participation dans tous les secteurs, spécialement celle des jeunes démunis, nous devons tenir compte du besoin de rendre nos sociétés plus égalitaires et inclusives.
9. Le FIPA devrait parrainer des ateliers destinés aux parlementaires, afin de les familiariser avec les nouvelles technologies d'information et leur importance politique, pour qu'ils puissent communiquer plus aisément avec les jeunes.
10. Le FIPA devrait parrainer des ateliers portant sur le thème de l'engagement civique et de son importance pour la démocratie.



11. En tant que parlementaires du FIPA, nous suggérons que chacun de nos Parlements organise annuellement une semaine de discussions portant sur le thème de la participation citoyenne.
12. En tant que parlementaires du FIPA, nous nous engageons à encourager tous les gouvernements à créer un ensemble de mécanismes auxquels les citoyens auront recours en cas d'abus de pouvoir ou d'autorité.
13. Afin de renforcer la participation citoyenne et de soutenir le maintien de la paix et de la démocratie dans tous les états des Amériques, le FIPA devrait créer une commission de solidarité pour appuyer de manière opportune les pays dont les démocraties sont menacées.

PRÉSIDENT DU GROUPE DE TRAVAIL

Randy Hoback

Membre du Parlement du Canada

PARTICIPANTS

PAYS		NOM
Brésil	Sénateur	José Nery
Brésil	Député	Mauricio Rands
Brésil	Député	Luiz Carlos Hauly
Canada	Membre du Parlement	Bev Shipley
Canada	Membre du Parlement	Lawrence MacAulay
Canada	Membre du Parlement	Nicole Demers
Canada	Membre du Parlement	Peter Julian
Canada	Membre du Parlement	Randy Hoback
Chili	Députée	Cristina Girardi Lavín
Chili	Député	Germán Becker Alvear
Équateur	Membre de l'Assemblée nationale	Gastón Alberto Gagliardo
Équateur	Membre de l'Assemblée nationale	Linda Machuca Moscoso
Équateur	Membre de l'Assemblée nationale	Lídice Larrea V.
Mexique	Sénatrice	María Serrano Serrano
Paraguay	Sénatrice	María Digna Roa

Sixième réunion du Groupe de Femmes parlementaires des Amériques — Rapport Final et Recommandations

Original: Espagnol

La Réunion de travail du Groupe de femmes parlementaires des Amériques s'est tenu à Mexico le mercredi 17, le jeudi 18 et le vendredi 19 du novembre 2010 au siège du Congrès mexicain. Des délégués du Canada, de Haïti, de Trinidad et Tobago, de la Dominique, du Mexique, du Chili, du Panama, du Paraguay et de l'Équateur ont participé à l'évènement.

Linda Machuca Moscoso, membre de l'Assemblée nationale équatorienne, a présidé les sessions du Groupe.

PRÉSENTATION

Le Groupe de travail a assisté à la présentation de Gloria Young, directrice du Centre de recherche sur la condition féminine et le genre. Voici le résumé de sa présentation et du débat qui s'est ensuivi.

M^{me} Gloria Young

Son exposé portait sur les avancées, les nœuds et les défis de la participation politique électorale de la femme afro-caribéenne.

Elle a d'abord souligné que la relation historique des femmes par rapport à leur sexe, de par leur origine ethnico- raciale, l'identité liée à leur genre, leur orientation sexuelle, leur âge, leurs incapacités ou selon ce qu'elles vivent en milieu rural ou urbain, a été le motif de nombreuses études. Les organismes internationaux ont reconnu l'inégalité dans laquelle vivent de nombreuses populations, dont la population noire, ce qui constitue déjà une avancée politique importante.

Les femmes sont confrontées à plusieurs formes de discrimination.

D'après M^{me} Young, les outils internationaux jouent un rôle important dans le développement humain qui a trait aux femmes afro-caribéennes et aux femmes autochtones. Ainsi, il convient de signaler qu'à partir de 1948, lorsque la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, qui est à l'origine de la Déclaration de 1963 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination

raciale, a été approuvée, toute une série d'actions légales de portée internationale se sont développées, des actions qui ont réussi à encourager la création et la consolidation de Réseaux de femmes ethniques à l'échelle internationale.

En 1966, le 21 mars a été déclaré Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ont été signés.

Bien que la Convention internationale pour la répression et le châtement de l'apartheid ait été adoptée dès 1973, que la première Décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale ait commencé cette même année (1973-1982) et que la première Conférence mondiale de lutte contre le racisme et la discrimination raciale ait eu lieu à Genève en 1978, les mouvements d'identité des femmes afro-caribéennes continuent encore aujourd'hui à demander sans relâche la formulation de politiques publiques spécifiques à leur secteur.

Il convient de signaler que l'exclusion des femmes de descendance africaine sur notre continent marque une étape différente dans la signature de nombre de conventions, de pactes et conférences internationales.

Avec l'inauguration de la deuxième Conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale qui s'est tenue en 1983 à Genève, le multiculturalisme, comme phénomène social mondial, impose une dynamique différente au thème de l'exclusion.

À la fin de la seconde Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1983-1992) et au début de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1994-2003), les femmes afro-caribéennes et afro-latino-américaines, avec leurs différentes approches d'organisation et de mobilisation, avaient déjà décidé de s'impliquer dans la recherche d'un sens d'appartenance et de l'affirmation d'une identité culturelle.

M^{me} Young a mis l'accent sur le nouvel horizon qui s'ouvre, étant donné que les Conférences contre le

racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les formes connexes d'intolérance ont réussi à rallier plus de 100 États qui se sont engagés à réaffirmer l'urgence des mesures à prendre, non seulement en ce qui a trait à l'Apartheid, mais aussi sur la question de la discrimination en raison de la race, du sexe ou de l'intolérance.

Pour consolider leur pouvoir personnel et politique, les Afro-caribéennes et les femmes autochtones doivent non seulement avoir la même capacité de leadership que possède n'importe quel autre leader, mais elles doivent également satisfaire aux stéréotypes raciaux.

Leadership: La même capacité de leadership que n'importe quelle autre personne, affronter le clientélisme politique et faire face au vote d'opinion.

Dialogue interculturel: Aller au-delà du discours ethnique, en visualisant et en consolidant l'espace ethnique dans la politique électorale, de même que chercher l'équilibre entre l'apport du multiculturalisme et le terrain politique électoral. Le fil conducteur. Les intérêts communs pour dialoguer.

Le Temps: Les décisions doivent être prises aujourd'hui. Le temps nous a rattrapés et nous devons apprendre à demander des financements.

Par ailleurs, on a assisté à la formation de plusieurs alliances, c'est le cas des Alliances avec le Mouvement des Femmes, avec les groupes ouverts de féministes, avec les expressions collectives qui contribuent à la construction d'une société plus égalitaire, démocratique et pluraliste, par exemple, le Réseau des femmes afro-latino-américaines et caribéennes où participent des organisations et des femmes noires de plus de trente pays de la région, ainsi que le Réseau des femmes autochtones. Les alliances avec des associations civiques et avec des groupes locaux ethniques organisés dans chaque pays sont un moyen essentiel pour relever les défis auxquels nous devons faire face. La différence est ainsi reconnue et valorisée, étendue même. L'homogénéité cède le pas à une merveilleuse hétérogénéité dans laquelle ont leurs places les femmes afro-caribéennes, afro-latino-américaines et autochtones.



Il est important de savoir qu'une nouvelle culture politique s'impose. Si, pendant des années, les principaux acteurs masculins du pouvoir politique ont imposé une politique esclavagiste de l'économie, une politique autoritaire, centraliste, qui a vidé de contenu les systèmes démocratiques, les populations ont maintenant besoin d'un nouveau style de leadership. Il faut un autre type de politiciens et de politiciennes pour que la démocratie soit définitivement ancrée et puisse se développer dans les pays. Une grande occasion se présente aux femmes dans ce domaine.

Les femmes ont certes réussi en politique à vaincre le mépris, la négation, le stéréotype et la discrimination par des conquêtes effectives dans le monde électoral (et dans ce domaine l'image est importante), mais elles doivent développer un discours et attirer l'attention sur ce discours. De cette manière, le discours pourra intégrer un plan de travail et un projet politique ainsi que la vision idéologique.

Quant au discours sur le multiculturalisme, il est dépassé par les problèmes propres aux pays, par l'univers de la globalisation. Il s'agit de produire un discours sur la différence, du point de vue des femmes. Ce doit être un discours qui porte sur l'inclusion et le renforcement du mouvement ethnique de façon efficace et permanente.

Le discours culturaliste ne doit pas nous troubler. Le discours politique qui traite de l'ethnie peut être rejeté (et il l'est vraiment dans bien des sociétés) ; en fait, il s'agit plutôt de produire un discours de la différence à partir de la perspective des femmes. Nous savons, plus que quiconque, appeler les gens à dialoguer et écouter. Nous multiplions les intervenants dans nos projets et, en général, nous ne gardons pas de ressentiments. Nous avons tendance à pardonner (ce qui ne veut pas dire oublier) et c'est pour cette raison que nous nous sentons plus libres pour convoquer même nos adversaires à une table de travail ou de dialogue.

M^{me} Young a affirmé que les femmes ont tendance à être plus inclusives et que cette attitude est nécessaire à l'exercice de la politique d'aujourd'hui. Les politiciens

traditionnels ont tendance à « faire porter le chapeau » et miner l'adversaire interne ou externe ainsi que les groupes de pression. Nous, les femmes, nous avons un niveau plus élevé de tolérance : il nous est ainsi plus facile de convoquer plutôt que de refuser des opinions et des actions dont nous n'avons pas eu l'initiative.

Les femmes sont nécessaires en politique, parce qu'elles sont naturellement inclusives. Les femmes afro-caribéennes, les femmes afro-latino-américaines, les femmes indigènes attirent l'attention en réunissant les intervenants autour d'un projet politique et social qu'elles gèrent avec expérience et non pas en mettant l'accent sur les stigmates raciaux. Ainsi, lentement mais sûrement, nous aurons plus de votes, nous gagnerons la confiance de l'électorat et nous réussirons à renforcer ce mouvement ethnique, nécessaire et inébranlable, de manière plus efficace et permanente.

M^{me} Linda Machuca Moscoso

La présidente du Groupe des femmes a présenté le rapport de la dernière rencontre qui s'était déroulée à Quito, en Équateur, les 11 et 12 août 2010. Seize pays et 45 femmes parlementaires des Amériques étaient présentes à l'évènement et ont analysé le thème « Les femmes au pouvoir : Relever les défis du XXI^e siècle ». De même, elle a mentionné la publication d'un livre qui contient les mémoires de cet évènement ; on y consigne les expériences, les avancées et les meilleures pratiques entourant l'inclusion des femmes en politique. On y a également inclus la Déclaration de Quito qui contient quelques dispositions prises lors de l'évènement, disponibles également via Internet sur le site Web du FIPA. Par ailleurs, on a souligné les « Dix mandats de la femme politicienne en communication » afin que les femmes parlementaires occupent davantage d'espaces et qu'elles puissent ainsi émettre des idées et apporter des contributions.

DÉBATS

Les participants ont débattu des questions ayant trait à la situation actuelle de la participation de la femme en politique, à la problématique familiale à laquelle elles sont confrontées, ainsi qu'à leur rôle et à la confiance en

leur capacité et en leur droit en tant que représentantes politiques d'hommes et de femmes. Les participants ont échangé sur des pistes de solutions qui ont été mises envisagées dans leur pays ainsi que des alternatives visant à améliorer et à faciliter la participation active des femmes en politique.

ÉTANT DONNÉ QUE :

- le Groupe de femmes du FIPA vise à : renforcer le leadership des femmes politiques au moyen d'actions permanentes d'échange régional; promouvoir la création de conditions qui assurent l'égalité des chances, en donnant la priorité à la lutte contre la pauvreté et à l'élimination de la discrimination en matière d'emploi; renforcer les démocraties dans les pays de l'Amérique afin d'obtenir le respect des droits de l'homme et l'instauration de conditions propices à un développement social équitable et durable; promouvoir la création de mécanismes qui favorisent la participation des femmes en politique; renforcer la participation active des femmes dans les réunions d'ateliers de travail du FIPA en veillant à ce que tous les sujets analysés par l'organisation bénéficient aussi bien du point de vue des hommes et que de celui des femmes.
- le Groupe de femmes parlementaires des Amériques se réunit tous les ans pour traiter d'un thème spécial dans le Forum du FIPA.
- les 17, 18 et 19 novembre 2010, s'est tenue à Mexico une réunion de travail au cours de laquelle on a exposé l'analyse de la discrimination et de la double discrimination dont souffrent les femmes autochtones et celles de descendance africaine en Amérique et de la manière dont ces discriminations constituent une constante dans la participation des législatrices des différents pays.
- les 11 et 12 août 2010, s'est tenue en Équateur la rencontre des femmes parlementaires des Amériques intitulée « Les femmes au pouvoir : Relever les défis du XXI^e siècle », un événement au cours duquel les engagements suivants, ainsi exprimés dans la Déclaration finale, ont été pris :
 1. Renforcer les actions parlementaires et élargir leur incidence afin d'avancer d'une façon soutenue vers le respect réel des droits des femmes.
 2. Travailler pour assurer l'inclusion transversale de la perspective de genre dans les gestions législatives et dans chacun des projets de loi afin d'améliorer la place des droits des femmes et d'éliminer toute forme d'exclusion.
 3. Promouvoir des réformes constitutionnelles visant à ce que la législation nationale concorde avec les instruments internationaux en faveur des femmes, tels que la Convention de Belém do Pará, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la plateforme de Beijing, afin de pallier les inconsistances de leur application.
 4. Exhorter nos parlements à s'engager dans les propositions en faveur des femmes et de l'égalité significative entre hommes et femmes comme voie unique pour stimuler la transformation sociale.
 5. Renforcer le pouvoir et l'autonomisation des femmes au moyen de l'intégration auprès d'autres femmes parlementaires et d'organisations de femmes, à l'échelle nationale et internationale, pour travailler de façon solidaire et échanger des expériences, des connaissances et des propositions.
 6. Mettre en place une gestion législative qui respecte les principes d'un État et d'une éthique laïques pour que l'élaboration de lois et les actions de surveillance bénéficient à toutes les femmes, tant au niveau de leur diversité que de leur spécificité.
 7. Exiger des autorités compétentes la ratification, la souscription et l'application des instruments internationaux en matière de droits des fillettes, des adolescentes et des femmes.
 8. Créer des mécanismes visant à accroître la participation des femmes dans le cadre d'avancées significatives en matière d'égalité entre les sexes dans l'espace privé, de telle manière que les



responsabilités domestiques soient partagées et que les femmes puissent bénéficier de plus de temps libre pour qu'elles puissent accroître leur participation et jouir davantage des droits qui sont restreints par les journées de travail doubles et triples.

9. Partager le travail législatif et de surveillance des parlements avec des organisations de femmes et la société civile organisée. Ce partage rend possible une véritable participation citoyenne et l'obligation de rendre des comptes.
 10. Surveiller les organismes publics en matière de respect des droits des femmes dans le cadre de leurs compétences.
 11. Garantir l'accès équitable des hommes et des femmes aux processus de communication sociale, en retirant le contenu sexiste et discriminatoire au moyen d'une approche qui tienne compte des droits de la femme, de leur diffusion et de leur défense.
- Nous reconnaissons que le manque de participation de la femme dans la sphère politique et dans ces espaces de discussion ne peut être comblé que si celle-ci bénéficie d'une aide pour prendre soin des enfants. C'est pourquoi nous avons besoin de promouvoir la coresponsabilité des parents, spécialement en tant que forme d'aide à la femme dans ses diverses tâches professionnelles et familiales.
 - Nous devons préparer le thème de la prochaine Rencontre de femmes parlementaires des Amériques en 2011.
 - Nous sommes en train d'élaborer une planification des activités du groupe parlementaire pour l'année 2011.

RECOMMANDATIONS

Adoptées par l'Assemblée plénière du FIPA le 19 novembre 2010.

Compte tenu des délibérations de la Réunion de travail qui ont eu lieu les 17 et 18 novembre derniers pendant la VIIe Assemblée du Forum interparlementaire des Amériques à Mexico et sur les considérations exposées par ce groupe, le Groupe de Femmes parlementaires des Amériques fait les recommandations suivantes :

1. Créer un réseau de femmes politiciennes qui servirait d'appui et qui assurerait le suivi des femmes qui ont participé dans le passé et de celles qui participent aujourd'hui dans les espaces d'élection populaire. Élaborer des stratégies de prise de pouvoir, en commençant par la désarticulation des obstacles qui empêchent une participation électorale effective et en prenant avantage du capital politique accumulé par les femmes qui ont été membres de Parlements.
2. Organiser, dans le cadre du FIPA, une école de formation politique internationale pour développer les compétences des femmes parlementaires dans le but d'arriver à des décisions parlementaires de qualité qui tiennent compte de la perspective de genre. Dans ce contexte, les femmes parlementaires pourront développer les habiletés nécessaires pour formuler des textes de loi qui auront un impact dans leurs pays et en assurer le suivi. Elles pourront étudier des méthodes de communication efficaces avec les électeurs, élaborer des messages, travailler auprès des médias et s'occuper d'autres aspects importants du développement parlementaire.
3. Solliciter qu'au cours des prochains événements l'agenda du Groupe de Femmes Parlementaires des Amériques soit établi de manière à accorder la même importance à l'analyse des thèmes portant sur le genre dans les réunions parlementaires, notamment, en ce qui concerne l'emploi du temps, la méthodologie et la promotion de la participation.

4. Renouveler les thèmes à être traités dans les Rencontres des Femmes, surpassant l'analyse de la situation pour se concentrer dans les propositions et stratégies.
5. Mettre en œuvre des actions afin que le Groupe des Femmes du FIPA puisse établir une relation plus proche avec d'autres organisations parlementaires de même philosophie.
6. Souscrire sans réserves au contenu de la Déclaration de Quito émise par le Groupe des Femmes Parlementaires en août 2010.
7. Surveiller l'exécution de politiques publiques mises en œuvre par nos pays qui contribueront à concilier le travail domestique non payé et le travail dans les espaces publics.
8. Promouvoir dans nos pays de nouvelles pratiques éducatives qui permettront aux nouvelles générations de procéder à un changement de pratiques et de rôles qui ont été donnés exclusivement aux femmes.
9. Organiser d'autres activités en plus de la Rencontre annuelle du Groupe de Femmes du FIPA pour impliquer les femmes des Parlements des Amériques dans les divers pays.
10. Construire et renforcer les relations entre les femmes parlementaires des Amériques et les Réseaux de femmes afro-caribéennes, afro-latino-américaines et celles de la Diaspora, de même qu'avec les Réseaux de femmes indigènes, afin de discuter, échanger et évaluer la situation de la discrimination, la violation des droits de l'homme, la pauvreté et la subordination culturelle dans laquelle vivent les femmes de l'Amérique Latine et des Caraïbes.
11. Développer des actions de continuation et de surveillance des obligations et des recommandations faites par les femmes du groupe parlementaire.

PRÉSIDENTE DE LA SIXIÈME RÉUNION DU GROUPE DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES

Linda Machuca Moscoso

Présidente du Groupe des femmes et Membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur

PARTICIPANTS

PAYS	NOM	
Canada	Membre du Parlement	Earl Dreeschen
Chili	Députée	Cristina Girardi Lavín
Chili	Députée	María Angélica Cristi Marfil
Dominique	Membre du Parlement	Gloria Shillingford
Équateur	Membre de l'Assemblée nationale	Gastón Gagliardo
Équateur	Membre de l'Assemblée nationale	Lídice Larrea
Équateur	Membre de l'Assemblée nationale	Linda Machuca Moscoso
Haïti	Sénatrice	Edmonde Beauzile
Haïti	Sénateur	Jean Baptiste Willy
Mexique	Sénatrice	Adriana González
Mexique	Sénatrice	María Serrano
Panama	Députée	Dana Castañeda
Paraguay	Sénatrice	María Digna Roa
Trinité et Tobago	Membre du Parlement	Dr. Fuad Khan



Annexe 6—Résolutions et déclarations de la Septième Assemblée plénière du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA)

Résolution FIPA/PA7/2010/RES.1 : Vacance au Comité exécutif pour la sous-région de l'Amérique du Nord

Adoptée par l'Assemblée plénière du FIPA le 17 novembre 2010.

Reconnaissant l'importance de l'hégémonie nord-américaine pour la réalisation des objectifs du FIPA à l'échelle internationale, de même qu'au sein du Comité exécutif; et

Considérant l'absence des États-Unis au Comité exécutif et dans d'autres activités du FIPA, malgré leur élection à la dernière Assemblée plénière;

L'Assemblée plénière du FIPA :

Décide de coopter le Mexique pour occuper le siège des États-Unis durant la dernière année du mandat de deux ans, lequel vient à échéance à la 8^e Assemblée plénière du FIPA.

Résolution FIPA/PA7/2010/RES.2 :

Utilisation élargie de « FIPA-ParlAmericas »

Adoptée par l'Assemblée plénière du FIPA le 17 novembre 2010.

Reconnaissant qu'il est important de promouvoir l'intégration parlementaire et la participation au système interaméricain, ainsi que de contribuer au dialogue interparlementaire sur les questions qui concernent l'hémisphère;

Convaincue de la pertinence accrue du FIPA pour les activités des parlementaires des Amériques;

Considérant qu'il serait dans notre intérêt de faire mieux connaître le nom et la marque du FIPA; et

Consciente des obligations contractuelles et légales auxquelles est assortie la désignation officielle « FIPA »;

L'Assemblée plénière du FIPA :

Décide de commencer à faire connaître le FIPA sous l'appellation FIPA – ParlAmericas, dans la mesure du possible.

Résolution FIPA/PA7/2010/RES.3 :

Deux sièges pour le Paraguay au Comité exécutif

Adoptée par l'Assemblée plénière du FIPA le 17 novembre 2010.

Reconnaissant que le Paraguay a été élu au Comité exécutif à la 6^e Assemblée plénière pour un mandat de deux ans;

Considérant qu'à la 7^e Assemblée plénière, le Paraguay a été désigné pays hôte de la 8^e Assemblée plénière, devenant ainsi membre à part entière du Comité exécutif; et

Consciente du fait que le Chili est intéressé à représenter la sous-région de l'Amérique du Sud au Comité exécutif;

L'Assemblée plénière du FIPA :

Autorise le Comité exécutif à s'entendre avec le Paraguay pour qu'il cède au Chili son siège de représentant de la sous-région au Comité exécutif. Le Chili occuperait ce siège jusqu'à la fin du mandat, c'est-à-dire jusqu'à la 8^e Assemblée plénière.

Déclaration FIPA/PA7/2010/DEC.1 :

Condamnation de la violence en Équateur

Approuvée par l'Assemblée plénière du FIPA le 19 novembre 2010.

CONSIDÉRANT QUE :

La communauté internationale et, d'un commun accord, les organisations intergouvernementales et internationales se sont manifestées à propos des événements réprouvés qui ont porté atteinte à la démocratie, le 30 septembre dernier dans la République de l'Équateur;

De manière spéciale et opportune, le Conseil permanent de l'OEA, lorsqu'il a répudié ces faits et a offert son appui au président constitutionnel Rafael Correa Delgado, a lancé un appel véhément à l'endroit des forces de police et des secteurs politiques et sociaux pour ne pas exacerber

une situation d'instabilité politique, qui menace l'ordre démocratique, la paix et la sécurité publique;

Par le biais de son président, Luiz Carlos Hauly, le Forum interparlementaire des Amériques a déploré, en temps et lieu, la violence et l'anarchie et a manifesté son appui à l'Assemblée nationale et au gouvernement constitutionnel;

DÉCIDE DE :

1. Refuser de manière systématique tout acte ou toute situation créé dans les pays des Amériques qui pourrait imposer par la force des gouvernements de fait ou illégitimes.
2. Soutenir le Président de la République de l'Équateur, Rafael Correa Delgado, élu par des moyens légitimes et démocratiques.
3. Favoriser une ambiance de dialogue avec les pays amis des Amériques pour favoriser, conjointement, le maintien de la démocratie et de la paix dans tous les pays.



Annexe 7—Membres du Comité exécutif du FIPA 2010–2011

Poste	Nom du délégué parlementaire	Pays	Mandat
Présidence	Luiz Carlos Hauly, Membre de la chambre des députés	Brésil	2009 à 2011
Amérique du Nord	Randy Hoback, Membre du Parlement	Canada	2010 à 2012
	Adriana González Carillo, Sénatrice	Mexique	2010 à 2011
Amérique Centrale	Vacant	Vacant	2010 à 2012
	Víctor Juliao III, Membre de l'Assemblée nationale	Panama	2009 à 2011
Caraïbes	Edmonde S. Beauzile, Sénatrice	Haïti	2010 à 2012
	Rosemarie Husbands-Mathurin, Présidente de la Chambre de l'Assemblée	Sainte-Lucie	2009 à 2011
Amérique du Sud	Germán Alcides Blanco, Représentant	Colombie	2010 à 2012
	Alberto Grillón Conigliaro, Sénateur	Paraguay	2009 à 2011
Pays hôte de la Assemblée plénière	Alberto Grillón Conigliaro, Sénateur	Paraguay	2010 à 2011
Présidente du Groupe des Femmes parlementaires des Amériques	Linda Machuca Moscoso, Membre de l'Assemblée nationale	Équateur	2009 à 2011
Ancienne présidente du FIPA	Céline Hervieux-Payette, Sénatrice	Canada	2006 –

Secrétaire exécutive : Gina Hill



